

Sur la proposition du Ministre de la Santé publique et de la Ministre de l'Intérieur et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La situation d'urgence épidémique concernant la pandémie de coronavirus COVID-19 est déclarée jusqu'au 28 janvier 2022 inclus.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions et le ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Ciergnon, le 28 octobre 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique,
Fr. VANDENBROUCKE
La Ministre de l'Intérieur,
A. VERLINDEN

Op de voordracht van de Minister van Volksgezondheid en de Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De epidemische noodsituatie betreffende de coronavirus COVID-19 pandemie is afgekondigd tot en met 28 januari 2022.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. De minister bevoegd voor de Volksgezondheid en de minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken zijn ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Ciergnon, 28 oktober 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,
Fr. VANDENBROUCKE
De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. VERLINDEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C - 2021/22272]

17 OCTOBRE 2021. — Arrêté royal portant exécution des articles 2 à 12 de la loi du 4 juillet 2021 portant des mesures de soutien temporaires en raison de la pandémie du COVID-19

RAPPORT AU ROI

Sire,

Introduction

Le projet d'arrêté royal proposé vise à mettre en exécution les articles 2 à 12 de la loi du 4 juillet 2021 portant des mesures de soutien temporaires en raison de la pandémie du COVID-19.

Commentaire des articles

CHAPITRE 1^{er}. — Modes d'exploitation

Article 1^{er}. Cette disposition précise davantage les modes d'exploitation qui entrent en considération, conformément à l'article 6 de la loi du 4 juillet 2021 portant des mesures de soutien temporaires en raison de la pandémie du COVID-19. Il s'agit de la communication au public conformément à l'article XI.165 du Code de droit économique, pour autant qu'il s'agisse de l'exécution publique d'œuvres. La représentation telle que visée aux articles XI.201 et XI.202 du Code de droit économique entre également en ligne de compte. La rémunération équitable telle que visée aux articles XI.212 à XI.214 du Code de droit économique entre aussi en considération, mais uniquement en ce qui concerne la part des artistes interprètes ou exécutants.

CHAPITRE 2. — Désignation des sociétés de gestion et des organismes de gestion collective

Art. 2. Cette disposition désigne les sociétés de gestion et les organismes de gestion collective qui entrent en considération pour recevoir une partie du montant de la mesure compensatoire afin de le répartir entre les bénéficiaires. Ces sociétés de gestion et ces organismes de gestion collective sont, au sein des modes de gestion entrant en ligne de compte, celles qui ont été le plus affectées par le coronavirus.

CHAPITRE 3. — Clé de répartition

Art. 3. Le montant exact attribué à chaque société de gestion désignée est calculé sur la base de la moyenne des revenus des années 2017, 2018 et 2019 dans les modes d'exploitation visés à l'article 6 de la loi du 4 juillet 2021 portant des mesures de soutien temporaires en raison de la pandémie du COVID-19. Le montant des revenus des mêmes formes d'exploitation pour l'année 2020 est calculé avec cette moyenne.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C - 2021/22272]

17 OKTOBER 2021. — Koninklijk besluit ter uitvoering van de artikelen 2 tot en met 12 van de wet van 4 juli 2021 houdende tijdelijke ondersteuningsmaatregelen ten gevolge van de COVID-19-pandemie

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Inleiding

Het vooropgestelde ontwerp van koninklijk besluit beoogt de artikelen 2 tot 12 van de wet van 4 juli 2021 houdende tijdelijke ondersteuningsmaatregelen ten gevolge van de COVID-19-pandemie ten uitvoer te leggen.

Artikelsgewijze bespreking

HOOFDSTUK 1. — Exploitatiewijzen

Artikel 1. Deze bepaling specificeert nader welke exploitatiewijzen in aanmerking komen, conform artikel 6 van de wet van 4 juli 2021 houdende tijdelijke ondersteuningsmaatregelen ten gevolge van de COVID-19-pandemie. Het gaat om de mededeling aan het publiek overeenkomstig artikel XI.165 van het Wetboek van economisch recht, voor zover het gaat om de openbare uitvoering van werken. Daarnaast komt ook de opvoering zoals bedoeld in de artikelen XI.201 en XI.202 van het Wetboek van economisch recht in aanmerking. Daarnaast komt ook de billijke vergoeding zoals bedoeld in de artikelen XI.212 tot en met XI.214 van het Wetboek van economisch recht in aanmerking, maar enkel wat betreft het aandeel van de uitvoerende kunstenaars.

HOOFDSTUK 2. — Aanduiding beheersvennootschappen en collectieve beheersorganisaties

Art. 2. Deze bepaling duidt de beheersvennootschappen en collectieve beheersorganisaties aan die in aanmerking komen om een deel van het bedrag van de compensatiemaatregel te mogen ontvangen, om het dan verder te verdelen onder de begunstigden. Deze beheersvennootschappen en collectieve beheersorganisaties zijn, binnen de exploitatiewijzen die in aanmerking komen, het hardst getroffen door de gevolgen van het coronavirus.

HOOFDSTUK 3. — Verdeelsleutel

Art. 3. Het exacte bedrag dat aan elke aangeduide beheersvennootschap wordt toegewezen wordt berekend op basis van het gemiddelde van de inkomsten, binnen de exploitatiewijzen zoals bedoeld in artikel 6 van de wet van 4 juli 2021 houdende tijdelijke ondersteuningsmaatregelen ten gevolge van de COVID-19-pandemie, van de jaren 2017, 2018 en 2019. Met dit gemiddelde wordt het bedrag van de inkomsten binnen diezelfde exploitatievormen berekend voor het jaar 2020.

CHAPITRE 4. — Paiement aux bénéficiaires pour la diminution des revenus générés par les droits d'auteur et les droits voisins en 2020 et 2021

Art. 4. L'article 4 définit la manière dont la mesure de compensation est calculée et la manière dont elle doit être payée aux bénéficiaires. Plusieurs situations spécifiques sont prévues dans l'arrêté royal. L'article 4 contient le mécanisme de base. Ce mécanisme de base comprend deux éléments. Ce mécanisme de base est d'une part l'ajout par les sociétés de gestion et les organismes de gestion collective du montant de la mesure compensatoire aux droits devant être payés en 2021 ou selon une répartition distincte. La compensation parviendra ainsi encore cette année aux bénéficiaires. Il va de soi que cela n'est naturellement possible que pour les bénéficiaires affiliés auprès de la société de gestion ou l'organisme de gestion collective, vu que pour les non-affiliés aucun droit n'est perçu ni, par conséquent, distribué, sauf par exemple dans le cadre de la perception d'une licence légale.

Ce mécanisme de base porte d'autre part sur la manière dont les montants individuels à verser aux bénéficiaires doivent être calculés. Les sociétés de gestion et les organismes de gestion collective visés à l'article 2 devront calculer la moyenne des revenus provenant des droits distribués des années 2017, 2018 et 2019, et calculer ensuite la différence avec les revenus provenant des droits distribués pour l'année 2020. Le montant maximal de la compensation s'élève à 70 % de ce montant, avec un seuil de 150 euros et un plafond de 10.000 euros, tel que prévu à l'article 5 de la loi précitée du 4 juillet 2021. C'est aussi la raison pour laquelle un rôle est attribué aux sociétés de gestion et les organismes de gestion collective. En effet, la majorité des bénéficiaires sera affiliée auprès de l'une des sociétés de gestion visées à l'article 2. Par conséquent, la société de gestion ou l'organisme de gestion collective dispose de toutes les données nécessaires pour pouvoir effectuer le calcul.

La société de gestion ou l'organisme de gestion est tenu de répartir la mesure d'aide de manière équitable, diligente et non discriminatoire, conformément au prescrit de l'article XI.248 du Code de droit économique.

Le Conseil d'État pointe dans son avis qu'une grande marge d'appréciation est laissée aux sociétés de gestion et organismes de gestion collective en ce qui concerne le mode de calcul du montant de la compensation, et qu'on ne sait pas clairement si la société de gestion doit à priori se conformer aux règles définies aux articles 4 à 8 de l'arrêté royal ou si les sociétés de gestion doivent procéder à une évaluation au cas par cas. On peut préciser ici que le mécanisme de base figurant à l'article 4 qui, d'une part, détermine le mode de calcul et, d'autre part, détermine la manière dont la compensation doit être payée, doit être appliqué par les sociétés de gestion et les organismes de gestion collective, à moins que les conditions pour recourir à un autre mécanisme ne soient réunies. Ce n'est que dans ce cas-là qu'on peut déroger au mécanisme de base. Toutefois, cela n'exclut pas que les autres mécanismes prévoient aussi que le montant doit être ajouté aux droits qui doivent normalement être payés en 2021. Les autres mécanismes ne dérogent pas tellement du mécanisme de base au niveau du moment et du mode de paiement mais surtout au niveau du mode de calcul du montant de la compensation.

En ce qui concerne la situation d'un bénéficiaire non affilié, un renvoi à l'article 7 est fait. À cet égard, il peut être précisé qu'on entend par « bénéficiaire non affilié » le bénéficiaire qui n'est affilié auprès d'aucune des sociétés de gestion visées à l'article 2. Il est donc possible qu'un bénéficiaire soit affilié auprès d'une société de gestion autre que celles visées à l'article 2.

L'alinéa 4 Prévoit que la société de gestion ne peut pas effectuer une déduction du montant de la rémunération à des fins sociales, culturelles ou éducatives telles que visées à l'article XI.258 du Code de droit économique. Étant donné que certaines limites s'appliquent au calcul du montant, et que la société de gestion peut facturer des frais de gestion, il est préférable de ne pas autoriser de déductions supplémentaires sur ce montant, de sorte que la majorité du montant total soit toujours versée au bénéficiaire en 2021. Il convient de préciser que, conformément à l'article 11 de la loi du 4 juillet 2021 précitée, cette disposition n'affecte pas les règles relatives au précompte mobilier.

Art. 5. De nombreux événements ont été annulés en raison du coronavirus. Il s'agit par exemple de représentations en direct et de représentations au théâtre. Pour ces formes spécifiques d'exploitation,

HOOFDSTUK 4. — Uitbetaling aan de begunstigen voor de minderinkomsten uit auteurs- en naburige rechten in de jaren 2020 en 2021

Art. 4. Artikel 4 bepaalt hoe de compensatie wordt berekend en hoe deze moet worden uitbetaald aan de begunstigen. Er worden meerdere specifieke situaties voorzien in het koninklijk besluit. Artikel 4 bevat het basismechanisme. Dit basismechanisme bevat twee elementen. Enerzijds bestaat dit basismechanisme erin dat de beheersvennootschappen en collectieve beheersorganisaties het bedrag van de compensatiemaatregel dienen toe te voegen aan de rechten die moeten worden uitbetaald in 2021 of via een afzonderlijk repartitie. Zo zal de compensatie nog dit jaar bij de begunstigen terecht komen. Het spreekt voor zich dat dit natuurlijk enkel mogelijk is ten aanzien van begunstigen die zijn aangesloten bij de beheersvennootschap of collectieve beheersorganisatie, aangezien voor niet-aangeslotenen geen rechten worden geïnd en dus ook geen rechten worden verdeeld, behalve bijvoorbeeld in het kader van de inning van een wettelijke licentie.

Anderzijds heeft dit basismechanisme betrekking op de manier waarop de individuele bedragen die zullen worden uitgekeerd aan de begunstigen moeten worden berekend. De beheersvennootschappen en collectieve beheersorganisaties zoals aangeduid in artikel 2 zullen het gemiddelde van de verdeelde rechten van de jaren 2017, 2018 en 2019 moeten berekenen en vervolgens het verschil met de verdeelde rechten voor het jaar 2020 berekenen. De maximale compensatie is 70% van dat bedrag, rekening houdend met de ondergrens van 150 euro en bovengrens van 10.000 euro, zoals bepaald in artikel 5 van de voornoemde wet van 4 juli 2021. Hierin ligt ook de reden waarom er een rol wordt toegekend aan de beheersvennootschappen en collectieve beheersorganisaties. Het grootste deel van de begunstigen zal immers aangesloten zijn bij één van de beheersvennootschappen zoals bedoeld in artikel 2. Bijgevolg beschikt de beheersvennootschap of collectieve beheersorganisatie over alle nodige gegevens om de berekening te kunnen doen.

De beheersvennootschap of beheersorganisatie is ertoe gehouden om de steunmaatregel op een billijke, zorgvuldige en niet-discriminatoire wijze te verdelen en dit overeenkomstig de bepaling in artikel XI.248 van het Wetboek van economisch recht.

De Raad van State stelt in zijn advies dat er een grote beoordelingsmarge wordt toegekend aan de beheersvennootschappen en collectieve beheersorganisaties wat betreft de berekeningswijze van het bedrag van de compensatie, en dat het niet duidelijk is of de beheersvennootschap zich a priori moet houden aan de regels zoals bepaald in de artikelen 4 tot 8 van het koninklijk besluit of dat de beheersvennootschappen een beoordeling geval per geval moeten doen. Hier kan worden verduidelijkt dat het basismechanisme vervat in artikel 4, dat enerzijds de berekeningswijze bevat en anderzijds bepaalt hoe de compensatie moet worden uitbetaald, door de beheersvennootschappen en collectieve beheersorganisaties dient te worden toegepast, tenzij de voorwaarden vervuld zijn om op een ander mechanisme een beroep te kunnen doen. Slechts in dat geval kan er worden afgeweken van het basismechanisme. Dit sluit echter niet uit dat ook in de andere mechanismen wordt voorzien dat het bedrag dient te worden toegevoegd aan de rechten die normaliter in 2021 moeten worden uitbetaald. De andere mechanismen wijken voornamelijk af van het basismechanisme voor wat betreft de berekeningswijze van het bedrag van de compensatie, eerder dan het moment en de wijze van uitbetaling.

Wat betreft de situatie van een begunstigde die niet is aangesloten wordt verwezen naar artikel 7. Hierbij kan wel nog worden verduidelijkt dat onder zulke "niet-aangesloten begunstigde" wordt begrepen de begunstigen die niet zijn aangesloten bij een van de beheersvennootschappen of collectieve beheersorganisaties van artikel 2. Het is dus mogelijk dat een begunstigde is aangesloten bij een andere beheersvennootschap of collectieve beheersorganisatie dan die zoals bedoeld in artikel 2.

Het vierde lid bepaalt dat de beheersvennootschap geen inhouding kan doen op het bedrag van de compensatie voor sociale, culturele of educatieve doeleinden zoals bedoeld in artikel XI.258 van het Wetboek van economisch recht. Gezien het feit dat bepaalde limieten gelden bij de berekening van het bedrag, en dat de beheersvennootschap een beheerskosten kan aanrekenen, verdient het de voorkeur om geen extra inhoudingen op dit bedrag toe te laten, zodat het grootste deel van het totale bedrag nog in 2021 aan de begunstigde wordt uitbetaald. Hierbij moet worden verduidelijkt dat deze bepaling overeenkomstig artikel 11 van de voornoemde wet van 4 juli 2021, de regels inzake roerende voorheffing onverlet laat.

Art. 5. Omwille van het coronavirus zijn veel evenementen afgelast. Het gaat bijvoorbeeld om liveoptredens en theatervoorstellingen. Deze specifieke exploitatievormen werken met stuksinningen. In dit geval

on recourt à des perceptions à la pièce. Dans ce cas, les sociétés de gestion et les organismes de gestion collective peuvent dans certains cas déroger à la disposition précédente et limiter le calcul à 70 % des revenus s'ils avaient été perçus normalement. En effet, le calcul de la moyenne sur une période de trois ans, comme c'est le cas pour le mécanisme de base, n'est pas toujours possible, étant donné qu'un artiste n'a pas nécessairement fait de représentation au cours des trois années précédant 2020. Les sociétés de gestion peuvent par conséquent recourir à ce deuxième mécanisme en cas de perceptions à la pièce. Comme il a déjà été mentionné, le Conseil d'État fait remarquer que dans ce cas-là, une très grande marge d'appréciation est laissée à la société de gestion. Comme expliqué dans le commentaire de l'article 4, la société de gestion doit en principe recourir au mécanisme de base. Selon le Conseil d'État, il y a lieu d'établir des critères objectifs et spécifiques afin de déterminer les cas où il est possible de recourir à l'article 4 ou à l'article 5. La condition pour recourir à l'article 5 est qu'il y ait des revenus d'un bénéficiaire basés sur des perceptions à la pièce. La société de gestion ne peut donc faire appel à l'article 5 que s'il s'agit d'une situation dans laquelle les revenus sont générés via des « perceptions à la pièce ». Ce n'est que dans l'hypothèse de l'article 5, si les revenus proviennent normalement de perceptions à la pièce et qu'il est impossible de suivre le mode de calcul prévu à l'article 4, que la société de gestion peut recourir à ce second mécanisme, qui vise spécifiquement la situation de la « perception à la pièce ». Certains exemples peuvent préciser ces points. Si un ayant droit a organisé en moyenne huit concerts au cours de la période de 2017 à 2019 (soit la période de référence) et deux concerts en 2020, et que la société de gestion ou l'organisme de gestion collective n'a pas connaissance d'autres concerts prévus, le calcul se fera de la manière suivante : la différence par rapport à la période de référence est de 6 concerts. En d'autres termes, les 6 concerts en moins dont disposaient donc les ayants droit en 2020 par rapport à la moyenne de la période de référence 2017 à 2019 sont compensés par le mécanisme de base de l'article 4. En effet, il est possible d'effectuer la comparaison avec la période de référence et donc de faire le calcul conformément à l'article 4, puisque les données nécessaires sont disponibles.

Si un ayant droit a organisé en moyenne 8 concerts entre 2017 et 2019 et qu'en 2020, deux concerts ont eu lieu, alors que 12 étaient prévus, alors 10 concerts n'ont donc pas pu avoir lieu. Pour ces 10 concerts annulés, des demandes d'autorisation avaient déjà été introduites ou l'auteur déclare les concerts annulés et fournit à la société de gestion des droits d'auteur ou à l'organisation de gestion collective les pièces justificatives nécessaires. Il faudra en premier lieu vérifier si une partie des concerts annulés peut être dédommagée via le mécanisme de base de l'article 4. C'est le cas pour 6 concerts. En effet, au cours de la période de référence, 8 concerts en moyenne ont pu avoir lieu, alors qu'en 2020 deux concerts ont pu avoir lieu. Cela donne, comme dans le premier exemple, une différence de 6 concerts. Ces 6 concerts peuvent être indemnisés via le mécanisme de base. Les 6 concerts qui sont indemnisés via l'article 4 de l'arrêté royal sont ensuite retirés du nombre total de concerts annulés. De cette manière, il reste encore 4 concerts annulés. Pour 4 concerts annulés, le bénéficiaire peut par conséquent encore bénéficier d'une indemnisation prévue à l'article 5 de l'arrêté royal.

Un dernier exemple concerne la situation où un bénéficiaire n'a donné aucun concert au cours de la période de référence (2017-2019). En 2020, il avait 12 concerts prévus : 2 d'entre eux ont eu lieu, 10 ont été annulés. Dans cette situation, les 10 concerts annulés sont indemnisés via le mécanisme de l'article 5, puisque les données permettant de faire le calcul conformément à l'article 4 sont inexistantes.

L'article 5 de l'arrêté royal sera donc uniquement appliqué pour la partie de l'exploitation planifiée en 2020 ou 2021 qui dépasse l'exploitation moyenne de la période de référence ou si aucun concert n'a eu lieu au cours de la période de référence.

Il convient toutefois d'indiquer ici que, dans ce cas, les demandes doivent déjà avoir été faites aux sociétés de gestion. Ce n'est qu'alors que la société de gestion dispose de toutes les informations nécessaires pour effectuer le calcul et verser la compensation.

Il va de soi que seule la perte de revenus provenant de perceptions à la pièce peut être prise en considération lors de l'application des articles 5 et 6. Si un bénéficiaire perçoit, au-delà des revenus provenant de perceptions à la pièce, des revenus provenant d'autres modes d'exploitation, il faut recourir au mécanisme prévu à l'article 4. De cette manière, on évite que les mêmes revenus puissent être pris en compte deux fois et donc compensés deux fois.

kunnen de beheersvennootschappen en collectieve beheersorganisaties in bepaalde gevallen afwijken van de vorige bepaling en de berekening beperken tot 70% van de inkomsten indien de rechten zouden zijn geïnd zoals gewoonlijk. Het is immers zo dat het berekenen van het gemiddelde over een periode van drie jaar, zoals het geval is voor het basismechanisme, niet altijd mogelijk is aangezien een artiest niet noodzakelijk heeft opgetreden in die periode van drie jaar voorafgaand aan 2020. Daarom kunnen de beheersvennootschappen gebruik maken van dit tweede mechanisme in geval van stuksinningen. Zoals reeds vermeld merkt de Raad van State op dat de beheersvennootschap in dit geval een zeer ruime beoordelingsmarge toegekend krijgt. Zoals wordt verduidelijkt in de commentaar bij artikel 4, dient de beheersvennootschap in principe een beroep te doen op het basismechanisme. Volgens de Raad van State moeten specifieke en objectieve criteria worden uitgewerkt om te bepalen wanneer een beroep kan worden gedaan op artikel 4 of artikel 5. De voorwaarde om een beroep te doen op artikel 5 bestaat er echter in dat er inkomsten van een begunstigde zijn gebaseerd op stuksinningen. De beheersvennootschap kan dus enkel op artikel 5 een beroep doen indien er sprake is van een situatie waarbij de inkomsten worden gegenereerd via stuksinningen. Indien, in de hypothese van artikel 5, de inkomsten normaliter voortvloeien uit stuksinningen en dat het onmogelijk is de berekeningswijze te volgen van artikel 4, enkel dan kan een beroep worden gedaan op dit tweede mechanisme, dat specifiek gericht is op de situatie van stuksinningen. Een aantal voorbeelden kunnen dit verduidelijken. Indien een rechtgebende gemiddeld acht concerten had in de periode 2017 tot en met 2019 (zijnde de referentieperiode) en twee concerten in 2020, en de beheersvennootschap of collectieve beheersorganisatie geen weet heeft van andere geplande concerten dan zal de berekening als volgt verlopen. Het verschil ten opzichte van de referentieperiode bedraagt 6 concerten. De 6 concerten die de rechtgebende dus in 2020 minder had ten opzichte van het gemiddelde van de referentieperiode 2017 tot en met 2019 worden gecompenseerd via het basismechanisme van artikel 4. Immers, het is mogelijk om de vergelijking met de referentieperiode te maken en dus de berekening te doen volgens artikel 4, aangezien de nodige gegevens beschikbaar zijn.

Indien een rechtgebende gemiddeld 8 concerten had in de periode 2017 tot en met 2019 en in 2020 hebben twee concerten plaatsgevonden, terwijl er 12 gepland stonden, dan zijn er 10 concerten dus niet kunnen doorgaan. Voor deze 10 geannuleerde concerten waren reeds aanvragen tot toelating ingediend of de auteur doet aangifte van de geannuleerde concerten en bezorgt de beheersvennootschap of collectieve beheersorganisatie de nodige bewijsstukken. Er zal in de eerste plaats moeten worden nagegaan of een deel van de geannuleerde concerten kan worden vergoed via het basismechanisme van artikel 4. Dit is het geval voor 6 concerten. Immers, in de referentieperiode vonden gemiddeld 8 concerten plaats, terwijl in 2020 twee concerten konden plaatsvinden. Dit levert, net zoals in het eerste voorbeeld, een verschil op van 6 concerten. Deze 6 concerten kunnen worden vergoed via het basismechanisme. De 6 concerten die vergoed worden via artikel 4 van het koninklijk besluit worden vervolgens afgetrokken van het totale aantal geannuleerde concerten. Op die manier blijven er nog 4 geannuleerde concerten over. Voor 4 geannuleerde concerten kan de begunstigde, bijgevolg nog aanspraak maken op een vergoeding voorzien in artikel 5 van het koninklijk besluit.

Een laatste voorbeeld betreft de situatie indien een begunstigde geen concerten heeft gegeven in de referentieperiode (2017-2019). In 2020 had hij 12 geplande concerten: 2 daarvan hebben plaatsgevonden, 10 werden geannuleerd. In deze situatie worden de 10 geannuleerde concerten vergoed via het mechanisme van artikel 5, omdat de gegevens om de berekening conform artikel 4 te doen, onbestaande zijn.

Artikel 5 van het koninklijk besluit zal dus enkel toegepast worden voor het deel van de geplande exploitatie in 2020 of 2021 dat de gemiddelde exploitatie van de referentieperiode overtreft of indien er in de referentieperiode geen concerten plaatsvonden.

Hierbij dient er wel op te worden gewezen dat, in dit geval, reeds aanvragen bij de beheersvennootschappen moeten zijn gedaan. Enkel dan beschikt de beheersvennootschap over alle nodige informatie om de berekening te kunnen doen en de compensatie te kunnen uitbetalen.

Het spreekt voor zich dat enkel en alleen de minderinkomsten die voortvloeien uit stuksinningen in aanmerking kunnen worden genomen bij toepassing van artikel 5 en 6. Indien een begunstigde naast inkomsten uit stuksinningen ook nog andere inkomsten uit één van de exploitatiewijzen haalt, dient desgevallend een beroep te worden gedaan op het mechanisme van artikel 4. Op die manier wordt vermeden dat dezelfde inkomsten tweemaal in aanmerking zouden kunnen worden genomen en dus tweemaal zouden worden gecompenseerd.

La société de gestion doit verser les sommes avec les droits pour l'année 2021. Le recours à ce principe dans l'article 4, qui contient le mécanisme de base, ne remet pas en cause le fait que, dans le cas de l'article 5, il s'agit d'une situation particulière, à savoir celle de la perception à la pièce.

Les bénéficiaires qui ne sont pas membres d'une société de gestion visée à l'article 2 sont tenus de fournir les informations nécessaires à la société de gestion afin que la société de gestion puisse payer la compensation.

Dans ce cas également, aucune déduction ne peut être effectuée à des fins sociales, culturelles ou éducatives telles que visées à l'article XI.258 du Code de droit économique. Pour plus de précisions, il est renvoyé au commentaire de l'article 4, alinéa 4.

Art. 6. Cette disposition règle la situation des perceptions à la pièce pour lesquelles aucune demande n'a encore été déposée auprès de la société de gestion. Dans ce cas-là, la possibilité de payer un montant forfaitaire est prévue. En effet, dans cette hypothèse spécifique, la société de gestion ne dispose probablement pas d'informations suffisantes pour effectuer le calcul conformément à l'article 5, alinéa 1^{er}. C'est pourquoi il est aussi explicitement prévu que les sociétés de gestion peuvent uniquement recourir à cette disposition et, par conséquent, payer une rémunération forfaitaire, si elles sont en mesure de démontrer qu'elles ne disposent pas des informations nécessaires pour effectuer le calcul conformément à l'article 5.

Le forfait est fixé à 150 EUR par année de référence.

Afin d'éviter les abus, il va de soi que le bénéficiaire est tenu d'apporter suffisamment de preuves établissant qu'il y a subi un préjudice consécutif aux mesures prises dans le cadre de la lutte contre le COVID-19. Il est donc attendu des bénéficiaires qu'ils soient en mesure de démontrer que l'événement a été annulé ou qu'il y a eu un impact majeur sur l'événement à cause du coronavirus.

Dans ce cas également, aucune déduction ne peut être effectuée à des fins sociales, culturelles ou éducatives telles que visées à l'article XI.258 du Code de droit économique. Pour plus de précisions, il est renvoyé au commentaire de l'article 4, alinéa 4.

Art. 7. L'article 7 précise que les bénéficiaires qui ne sont pas affiliés à une société de gestion ou à un organisme de gestion collective peuvent également faire appel à la société de gestion ou à l'organisme de gestion collective pour recevoir une partie de la mesure de compensation. Dans son avis, le Conseil d'État signale que la situation d'une personne physique ou d'une société unipersonnelle affiliée auprès d'une société de gestion ou d'un organisme de gestion collective ne figurant pas sur la liste de l'article 2 de l'arrêté royal n'est pas claire. Afin de clarifier ce point, des modifications ont été apportées à l'article 7. Une personne physique ou une société unipersonnelle qui est affiliée auprès d'une société de gestion ou d'un organisme de gestion collective ne figurant pas sur la liste de l'article 2 est donc considérée, au sens de cet arrêté, comme un « bénéficiaire non affilié ».

L'article 7 prévoit que les bénéficiaires entrent en considération « aux mêmes conditions que les membres des sociétés de gestion ». Ces conditions concernent non seulement l'existence d'un préjudice, les minima et les plafonds, mais aussi la nécessité de remplir les conditions d'affiliation auprès d'une société de gestion. Cette clarification est pertinente afin d'éviter les abus.

Il n'est donc pas nécessaire qu'un bénéficiaire soit également membre d'une société de gestion comme prévu à l'article 2 ou de toute autre société de gestion. En d'autres termes, l'affiliation ou non auprès d'une société de gestion ne constitue pas une condition pour l'obtention de la compensation.

La situation d'un « bénéficiaire affilié » diffère cependant de celle d'un « bénéficiaire non affilié ». La société de gestion connaît la situation de ses auteurs et artistes affiliés car elle gère les droits exclusifs de ces personnes, par contre, elle ne connaît pas (ou à peine) la situation d'un bénéficiaire non affilié.

L'alinéa 2 prévoit que la demande d'un bénéficiaire non membre doit être faite au plus tard le 15 novembre 2021. L'alinéa 2 prévoit également que la société de gestion ou l'organisme de gestion collective peut fixer les modalités. Selon le Conseil d'État, il s'agirait en l'occurrence d'une compétence législative inadmissible pour ces entités. Il ne s'agit toutefois pas de fixer des conditions supplémentaires pour que les bénéficiaires aient droit à une compensation. Pour le calcul et le paiement des montants, les sociétés de gestion restent liées par les règles fixées par l'arrêté royal et ne sont en aucun cas habilitées à fixer les modalités et conditions en la matière. Il s'agit ici simplement de modalités relatives à la demande elle-même, comme par exemple la mise à disposition d'un formulaire à remplir ou la création d'un site

De beheersvennootschap dient de sommen uit te betalen samen met de rechten voor het jaar 2021. Het feit dat dit principe ook wordt gehanteerd in artikel 4, dat het basismechanisme bevat, doet geen afbreuk aan het feit dat het in geval van artikel 5 gaat om een bijzondere situatie, namelijk die van stuksinningen.

Van begunstigden die geen lid zijn van een beheersvennootschap zoals bedoeld in artikel 2 wordt verwacht dat zij de nodige informatie verstrekken aan de beheersvennootschap opdat de beheersvennootschap de compensatie kan uitbetalen.

Ook in dit geval kunnen geen inhoudingen worden gedaan voor sociale, culturele of educatieve doeleinden zoals bedoeld in artikel XI.258 van het Wetboek van economisch recht. Voor toelichting wordt naar de commentaar bij artikel 4, vierde lid, verwezen.

Art. 6. Deze bepaling regelt de situatie van stuksinningen, waarvoor er echter nog geen aanvraag bij de beheersvennootschap werd ingediend. In dat geval wordt de mogelijkheid voorzien om een forfaitaire vergoeding te betalen. De reden hiervoor is dat in deze specifieke hypothese de beheersvennootschap wellicht niet over voldoende informatie beschikt om de berekening te doen conform artikel 5, eerste lid. Daarom wordt er ook expliciet voorzien dat de beheersvennootschappen enkel en alleen een beroep kunnen doen op deze bepaling, en dus een forfaitaire vergoeding kunnen uitbetalen, indien zij kunnen aantonen niet over de noodzakelijke informatie te beschikken om de berekening conform artikel 5 te doen.

Het forfait wordt vastgelegd op 150 EUR per referentiejaar.

Het spreekt voor zich dat er door de begunstigde voldoende bewijzen moeten worden aangebracht die vaststellen dat er schade is geleden omwille van de maatregelen genomen in de strijd tegen COVID-19, om misbruik te vermijden. Van de begunstigten wordt dus verwacht dat zij kunnen aantonen dat het evenement werd geannuleerd of dat er een grote impact was op het evenement omwille van het coronavirus.

Ook in dit geval kunnen geen inhoudingen worden gedaan voor sociale, culturele of educatieve doeleinden zoals bedoeld in artikel XI.258 van het Wetboek van economisch recht. Voor toelichting wordt naar de commentaar bij artikel 4, vierde lid, verwezen.

Art. 7. Artikel 7 bepaalt dat ook begunstigden die niet zijn aangesloten bij een beheersvennootschap of collectieve beheersorganisatie een beroep kunnen doen op de beheersvennootschap of collectieve beheersorganisatie om een deel van de compensatiemaatregel te kunnen ontvangen. De Raad van State merkt in zijn advies op dat de situatie van een natuurlijke persoon of een éénpersoonsvennootschap die is aangesloten bij een beheersvennootschap of collectieve beheersorganisatie die niet in de lijst van artikel 2 van het koninklijk besluit is opgenomen onduidelijk is. Om dit punt te verduidelijken werden wijzigingen aangebracht aan artikel 7. Een natuurlijke persoon of éénpersoonsvennootschap die is aangesloten bij een beheersvennootschap of collectieve beheersorganisatie die echter niet is opgenomen in de lijst van artikel 2 wordt daarom, in de zin van dit besluit, beschouwd als een "niet-aangesloten begunstigde".

In artikel 7 is bepaald dat begunstigden "onder dezelfde voorwaarden als leden van de beheersvennootschappen" in aanmerking komen. Dit heeft niet alleen betrekking op het bestaan van een schade, de minima en plafonds, maar ook op het feit dat aan de voorwaarden voor lidmaatschap bij een beheersvennootschap moet voldaan zijn. Deze verduidelijking is pertinent om misbruik te vermijden.

Het is dus niet vereist dat een begunstigde ook lid is van een beheersvennootschap zoals bedoeld in artikel 2 of van eender welke andere beheersvennootschap. Het al dan niet lid zijn van een beheersvennootschap vormt met andere woorden geen voorwaarde voor het verkrijgen van de compensatie.

De situatie van een "aangesloten begunstigde" verschilt echter wel van een "niet-aangesloten begunstigde". De beheersvennootschap kent de situatie van haar aangesloten auteurs en artiesten, aangezien ze de exclusieve rechten van deze personen beheert, maar zij kent de situatie van een niet-aangesloten begunstigde niet of nauwelijks.

Het tweede lid bepaalt dat de aanvraag door een niet-aangesloten begunstigde uiterlijk op 15 november 2021 dient te gebeuren. Het tweede lid bepaalt eveneens dat de beheersvennootschap of collectieve beheersorganisatie de nadere regels kan bepalen. Volgens de Raad van State zou het hier gaan om een ontoelaatbare regelgevende bevoegdheid aan deze entiteiten. Het gaat hier echter niet om het bepalen van aanvullende voorwaarden ten aanzien van begunstigden om recht te kunnen hebben op een compensatie. De beheersvennootschappen blijven voor de berekening en de uitbetaling van de bedragen gebonden aan de regels zoals vastgelegd in het koninklijk besluit en krijgen in geen enkel geval de bevoegdheid om nadere regels en voorwaarden hieromtrent vast te leggen. Het gaat hier louter en alleen om nadere

web par lequel les demandes des bénéficiaires non membre peuvent être introduites.

Le calcul selon le mécanisme de base se fonde en effet sur la moyenne des perceptions des années 2017 à 2019 comprises. Étant donné que les sociétés de gestion visées à l'article 2 ne perçoivent pas de droits pour les auteurs et les artistes qui ne sont pas affiliés, elles ne sont pas en mesure de connaître leur situation ni d'effectuer le calcul. C'est pourquoi on attend des bénéficiaires non affiliés qu'ils fournissent suffisamment d'informations à la société de gestion afin que la société de gestion puisse payer le montant. La société de gestion doit calculer le montant selon les modalités définies dans l'arrêté royal, en fonction de la situation dans laquelle se trouve le bénéficiaire non affilié.

Il est également prévu que les sociétés de gestion puissent déterminer le montant conformément aux tarifs qu'elles appliquent. Cette disposition est d'application si la rémunération pour un « bénéficiaire non affilié » est calculée sur la base du mécanisme de base de l'article 4 ou du mécanisme de l'article 5 (perceptions à la pièce). Selon le Conseil d'État, cela comporte un risque d'inégalité de traitement. Les raisons pour lesquelles cette disposition a été introduite spécifiquement dans le cadre des « bénéficiaires non affiliés » sont multiples. Un membre d'une société de gestion confie la gestion de ses droits à la société en question. Cela signifie également que cette société de gestion peut fixer les tarifs à l'égard du membre, vu que c'est la société de gestion qui représentera l'auteur ou l'artiste. Cela signifie donc que, bien que cela ne soit pas expressément spécifié dans l'arrêté royal, il est tenu compte des tarifs appliqués par la société de gestion à l'égard des bénéficiaires qui en sont membres, vu que cela découle du fait que ces « bénéficiaires affiliés » ont confié la gestion de leurs droits exclusifs à la société de gestion. Autrement dit, cela provient d'une situation de fait. Afin de mettre sur un pied d'égalité la situation des bénéficiaires affiliés et celle des bénéficiaires non affiliés, et puisqu'en fin de compte c'est la société de gestion qui effectuera les calculs, il a été décidé d'ajouter cette disposition.

Il est aussi prévu que, s'il est impossible pour la société de gestion d'effectuer le calcul pour les bénéficiaires non affiliés faute d'informations et de données nécessaires, la société de gestion peut payer une rémunération forfaitaire. On évite de cette manière que les bénéficiaires non affiliés ne reçoivent aucune compensation, en cas d'absence de données permettant d'effectuer les calculs conformément au mécanisme de l'article 4 ou au mécanisme de l'article 5 1 ou 2.

L'alinéa 6 prévoit que les bénéficiaires non affiliés fournissent à la société de gestion ou à l'organisme de gestion collective les données nécessaires pour que le montant de la compensation puisse être payé. On peut songer ici aux données bancaires afin que le montant puisse être versé par virement. Cette disposition déroge à l'article 4, alinéa 1^{er} et à l'article 5, alinéa 2 car il n'y a pas d'ajout aux droits payés en 2021 et car il n'y a aucune répartition distincte en 2021 par analogie avec la répartition habituelle. En effet, en général, les sociétés de gestion ne distribuent pas de droits à des non-membres.

Le dernier alinéa énonce qu'un bénéficiaire qui n'est pas affilié auprès d'une société de gestion visée à l'article 2 peut s'adresser uniquement à une seule société de gestion et ne peut introduire qu'une seule demande. Idéalement, c'est la société de gestion qui gère normalement cette catégorie spécifique de droits. Il va de soi que les bénéficiaires qui sont membres de l'une des sociétés de gestion s'adressent exclusivement à cette société de gestion-là.

Les sociétés de gestion veillent à ne pas se livrer à une concurrence déloyale.

Art. 8. L'article 8 prévoit que les sociétés de gestion et les organismes de gestion collective peuvent verser une partie du montant, avec un maximum de 15 %, à certaines catégories de bénéficiaires qui se trouvent dans une situation spécifique. Les situations qui sont ici principalement visées sont celles où un auteur d'une œuvre littéraire n'a pas pu trouver d'éditeur et dont l'édition [de l'œuvre] a donc été annulée. Il peut également s'agir de la présentation d'un livre qui n'a pas pu être organisée. Cela couvre aussi la situation des auteurs ou des artistes interprètes ou exécutants d'œuvres audiovisuelles dont la production a été reportée ou annulée (par exemple, une sortie au cinéma annulée). L'énumération figurant dans l'arrêté royal est à considérer comme exhaustive.

regels met betrekking tot de aanvraag op zich, zoals bijvoorbeeld het voorzien van een formulier dat dient te worden ingevuld of het opzetten van een website waarlangs de aanvragen door niet-aangesloten begunstigden kunnen gebeuren.

De berekening conform het basismechanisme gebeurt aan de hand van het gemiddelde van de inningen van de jaren 2017 tot en met 2019. Aangezien de beheersvennootschappen zoals bedoeld in artikel 2 geen rechten innen voor auteurs die niet zijn aangesloten, kan de beheersvennootschap deze situatie niet kennen en de berekening ook niet doen. Daarom wordt er verwacht van niet-aangesloten begunstigden dat zij voldoende informatie bezorgen aan de beheersvennootschap, opdat de beheersvennootschap het bedrag kan uitbetalen. Afhankelijk van de situatie waarin de niet-aangesloten begunstigde zich bevindt, dient de beheersvennootschap het bedrag te berekenen volgens de modaliteiten van de bepalingen van het koninklijk besluit.

Er wordt tevens voorzien dat de beheersvennootschap het bedrag kan bepalen overeenkomstig de tarieven die zij hanteert. Deze bepaling is van toepassing indien de vergoeding voor een "niet-aangesloten begunstigde" wordt berekend op basis van het basismechanisme van artikel 4 of het mechanisme van artikel 5 (stuksinningen). Volgens de Raad van State houdt dit een risico in op ongelijke behandeling. De reden waarom deze bepaling, specifiek in het kader van "niet-aangesloten begunstigden" werd ingevoerd is meerzijdig. Een lid van een beheersvennootschap geeft zijn of haar rechten in beheer aan zulke vennootschap. Dit betekent ook dat deze beheersvennootschap de tarieven kan bepalen ten aanzien van dit lid, aangezien het de beheersvennootschap is die de auteur of artiest zal vertegenwoordigen. Dit betekent dus, hoewel dat niet uitdrukkelijk wordt gespecificeerd in het koninklijk besluit, dat voor de begunstigden die lid zijn van een beheersvennootschap, ook rekening wordt gehouden met de tarieven die de beheersvennootschap hanteert, aangezien dit voortvloeit uit het feit dat deze "aangesloten begunstigden" hun exclusieve rechten in beheer hebben gegeven aan de beheersvennootschap. Dit vloeit met andere woorden voort uit een feitelijke situatie. Om de situatie tussen de aangesloten begunstigden en niet-aangesloten begunstigden op gelijke voet te brengen en omdat het uiteindelijk de beheersvennootschap zal zijn die de berekeningen moet uitvoeren, werd ervoor geopteerd deze bepaling toe te voegen.

Er wordt ook voorzien dat, indien het voor de beheersvennootschap onmogelijk is om voor deze niet-aangesloten begunstigden de berekening te doen bij gebrek aan de nodige informatie en gegevens, de beheersvennootschap een forfaitaire vergoeding kan uitbetalen. Op deze manier wordt vermeden dat de niet-aangesloten begunstigden geen enkele vergoeding zouden ontvangen, bij gebrek aan gegevens om de berekeningen conform het mechanisme van artikel 4 of het mechanisme van artikel 5 uit te voeren.

Het zesde lid voorziet dat de niet-aangesloten begunstigden de nodige gegevens aan de beheersvennootschap of collectieve beheersorganisatie verstrekken opdat het bedrag van de compensatie kan worden uitbetaald. Hierbij kan worden gedacht aan de bankgegevens opdat het bedrag kan worden overgeschreven. Deze bepaling wijkt af van artikel 4, eerste lid en artikel 5, tweede lid doordat er geen toevoeging plaatsvindt aan de rechten die worden uitbetaald in 2021 en er ook geen afzonderlijke repartitie is in 2021 per analogie met de gebruikelijke repartitie. De reden hiervoor is dat de beheersvennootschappen in de regel geen rechten verdelen naar niet-leden toe.

Het laatste lid bepaalt dat een begunstigde die niet is aangesloten bij een beheersvennootschap zoals bedoeld in artikel 2, zich slechts tot één beheersvennootschap kan richten en slechts één aanvraag kan indienen. Idealiter is dit de beheersvennootschap die normalerwijze die specifieke categorie van rechten beheert. Het spreekt voor zich dat begunstigden die lid zijn van één van de beheersvennootschappen, zich uitsluitend tot deze beheersvennootschap wenden.

De beheersvennootschappen waken erover geen oneerlijke concurrentie te voeren.

Art. 8. Artikel 8 bepaalt dat de beheersvennootschappen en collectieve beheersorganisaties een deel van het bedrag, met een maximum van 15%, kunnen uitkeren aan bepaalde categorieën van begunstigden die zich in een specifieke situatie bevinden. De situaties die hier voornamelijk mee bedoeld worden zijn, de situaties waarbij een auteur van een literair werk geen uitgever kon vinden en waarvan de uitgave dus werd geannuleerd. Het kan ook gaan om een boekvoorstelling die niet kon worden georganiseerd. Hieronder kan ook de situatie vallen van auteurs of uitvoerende kunstenaars van audiovisuele werken wiens productie werd uitgesteld of geannuleerd (bijvoorbeeld een geannuleerde bioscooprelease). De opsomming zoals deze in het koninklijk besluit is opgenomen is als exhaustief te beschouwen.

La condition est toujours qu'il soit question d'un impact de la pandémie de COVID-19.

Les bénéficiaires fournissent les justificatifs nécessaires d'où il ressort qu'ils ont été impactés par la pandémie de COVID-19. Sur la base des demandes reçues et/ou des informations déjà connues, la société de gestion met en œuvre l'octroi d'un montant par bénéficiaire dans le cadre de la mesure d'aide, de manière équitable et non discriminatoire.

Là encore, aucune déduction ne peut être opérée sur le montant de la rémunération à des fins sociales, culturelles ou éducatives telles que visées à l'article XI.258 du Code de droit économique. Pour plus de précisions, il est renvoyé au commentaire de l'article 4, alinéa 4, qui s'applique en conséquence.

Art. 9. Cette disposition contient un quatrième mécanisme, conformément à l'article 8 de la loi du 4 juillet 2021 précitée. Dans cette hypothèse, une série de limites ne sont pas d'application.

Les diminutions de revenus que la société de gestion peut compenser via ce mécanisme résultent d'un geste commercial que la société de gestion a fait par rapport à certaines obligations de paiement en 2021. L'article 8, alinéa 3, de la loi du 4 juillet 2021 précitée prévoit que le geste peut correspondre à une remise d'au maximum cinq mois de droits. L'horeca est, par exemple, un secteur envers lequel un geste commercial peut être fait. L'article 8, alinéa 3, de la loi du 4 juillet 2021 précitée prévoit également que le geste commercial doit être négocié par la société de gestion même avec les secteurs concernés.

Dans ce cas également, aucune déduction ne peut être effectuée à des fins sociales, culturelles ou éducatives telles que visées à l'article XI.258 du Code de droit économique. Pour plus de précisions, il est renvoyé au commentaire de l'article 4, alinéa 4.

Le Conseil d'État signale dans son avis que des modalités supplémentaires doivent être définies dans cette disposition. En effet, la loi prévoit une telle habilitation. Toutefois, cette disposition prévoit des modalités supplémentaires, comme par exemple l'interdiction de retenues à des fins sociales, culturelles ou éducatives.

CHAPITRE 5. — Obligation de rapportage

Art. 10. Cet article a pour objectif d'instaurer une obligation de rapportage pour les sociétés de gestion et les organismes de gestion collective qui bénéficient d'une mesure de soutien.

Les sociétés de gestion et les organismes de gestion collective incluent dans ce rapport les informations visées à l'article 10, § 2, concernant la mesure d'aide reçue et la répartition et le paiement de ce montant aux bénéficiaires.

Les sociétés de gestion et les organismes de gestion collective transmettent ce rapport au Service de contrôle des sociétés de gestion le 30 juin 2022 au plus tard.

CHAPITRE 6. — Dette aux ayants droit

Art. 11. Cet article indique que les sociétés de gestion et les organismes de gestion collective sont tenues de poursuivre leurs efforts afin de réduire leur dette aux ayants droit.

D'une part, elles doivent, à la fin de l'exercice 2023, réduire la dette aux ayants droit d'un montant au moins égal à la mesure de soutien reçue, et ce en comparaison avec le niveau de la dette à la fin de l'exercice 2019.

Le montant de la dette aux ayants droit prend en considération la dette telle que reprise dans les rubriques du passif des comptes annuels, à savoir les droits perçus à répartir non réservés (B1), les droits perçus répartis ne faisant pas l'objet de contestations (C1), les droits perçus non répartissables (C3) et les produits financiers provenant de la gestion des droits perçus (D). Il ne s'agit donc pas ici des droits que la société de gestion et l'organisme de gestion collective ont réservés, qui font l'objet d'une contestation ou qui n'ont pas encore été perçus.

D'autre part, les sociétés de gestion et les organismes de gestion collective sont tenues d'établir un plan d'action dans lequel elles indiquent les efforts qu'elles ont faits et vont faire afin de réduire davantage la dette aux ayants droit au cours de la période de 2019 à 2023. Ce rapport est transmis au Service de contrôle des sociétés de gestion le 30 novembre 2021 au plus tard.

CHAPITRE 7. — Compte comptable distinct

Art. 12. Cet article dispose que la mesure de soutien reçue doit être comptabilisé sur un compte séparé.

De voorwaarde is steeds dat er sprake is van een impact van de COVID-19-pandemie.

De begunstigden leggen de nodige bewijsstukken voor waaruit blijkt dat ze een impact hebben ondervonden van de COVID-19-pandemie. Op basis van de ontvangen aanvragen en/of de reeds gekende informatie past de beheersvennootschap op billijke en niet-discriminatoire wijze de toekenning van een bedrag aan steunmaatregel toe per begunstigde.

Opnieuw kunnen geen inhoudingen worden gedaan op het bedrag van de compensatie voor sociale, culturele of educatieve doeleinden zoals bedoeld in artikel XI.258 van het Wetboek van economisch recht. Voor nadere toelichting wordt naar de commentaar bij artikel 4, vierde lid, verwezen.

Art. 9. Deze bepaling bevat een vierde mechanisme, overeenkomstig artikel 8 van de voornoemde wet van 4 juli 2021. In deze hypothese zullen een aantal limieten niet van toepassing zijn.

De minderinkomsten die de beheersvennootschap via dit mechanisme kan compenseren, vloeien voort uit een commerciële geste die de beheersvennootschap heeft gedaan ten aanzien van bepaalde betalingsplichtigen, in 2021. Artikel 8, derde lid, van de voornoemde wet van 4 juli 2021 bepaalt dat de geste maximaal vijf maanden aan kwijtgescholden rechten kan bedragen. Een sector ten aanzien waarvan een commerciële geste kan worden gedaan is bijvoorbeeld de horeca. Artikel 8, derde lid, van de voornoemde wet van 4 juli 2021 bepaalt eveneens dat de commerciële geste wordt onderhandeld door de beheersvennootschap zelf met de betrokken sectoren.

Ook in dit geval kunnen geen inhoudingen worden gedaan voor sociale, culturele of educatieve doeleinden zoals bedoeld in artikel XI.258 van het Wetboek van economisch recht. Voor toelichting wordt naar de commentaar bij artikel 4, vierde lid, verwezen.

De Raad van State merkt op in zijn advies dat de nadere modaliteiten van deze bepaling dienen te worden bepaald. De wet voorziet inderdaad in dergelijke machtiging. Deze bepaling voorziet echter in de verdere modaliteiten, zoals bijvoorbeeld het verbod op inhoudingen voor sociale, culturele of educatieve doeleinden.

HOOFDSTUK 5. — Rapportageverplichting

Art. 10. Dit artikel heeft tot doel een rapportageverplichting in te voeren bij de beheersvennootschappen en collectieve beheersorganisaties die een steunmaatregel ontvangen.

In dit verslag nemen de beheersvennootschappen en collectieve beheersorganisaties de informatie bedoeld in artikel 10, § 2, op met betrekking tot de ontvangen steunmaatregel en de verdeling en uitbetaling van dit bedrag onder de begunstigden.

De beheersvennootschappen en collectieve beheersorganisaties maken dit verslag over aan de Controledienst voor beheersvennootschappen uiterlijk op 30 juni 2022.

HOOFDSTUK 6. — Schuld aan rechthebbenden

Art. 11. Dit artikel geeft aan dat de beheersvennootschappen en collectieve beheersorganisaties ertoe gehouden zijn om verdere inspanningen te doen om hun schuld aan de rechthebbenden af te bouwen.

Eenzijds moeten zij op het einde van het boekjaar 2023 de schuld aan de rechthebbenden verminderen met minstens een bedrag gelijk aan de ontvangen steunmaatregel en dit in vergelijking met het niveau van de schuld in boekjaar 2019.

Voor het bedrag van de schuld aan de rechthebbenden wordt in aanmerking genomen de schuld zoals opgenomen onder de rubrieken in de passiva van de jaarrekening met name de niet-voorbehouden te verdelen geïnde rechten (B1), de verdeelde geïnde rechten die niet het voorwerp zijn van betwistingen (C1), de niet-verdeelbare geïnde rechten (C3) en de financiële opbrengsten die voortvloeien uit het beheer van de geïnde rechten (D). Het gaat hierbij dus niet om de rechten die de beheersvennootschap en collectieve beheersorganisatie hebben voorbehouden, die het voorwerp van betwisting uitmaken of waarvan ze de inning nog niet heeft ontvangen.

Daarnaast zijn de beheersvennootschappen en collectieve beheersorganisaties ertoe gehouden een actieplan op te stellen waarin ze aangeven welke inspanningen ze hebben gedaan en zullen verrichten om de schuld aan de rechthebbenden in de periode 2019 tot 2023 verder af te bouwen. Dit verslag wordt bezorgd aan de Controledienst voor beheersvennootschappen uiterlijk op 30 november 2021.

HOOFDSTUK 7. — Aparte boekhoudkundige rekening

Art. 12. Dit artikel stelt dat de ontvangen steunmaatregel op een aparte boekhoudkundige rekening moet worden geboekt.

La mesure de soutien, hors frais de gestion retenus, est enregistrée sur un compte au passif. Les frais de gestion retenus sont enregistrés sur un compte chiffre d'affaires.

Les frais de gestion retenus doivent être repris dans le compte de résultats au plus tard au moment du paiement de la mesure de soutien aux bénéficiaires.

Art. 13. Cet article détermine la façon dont les sociétés de gestion et les organismes de gestion collective doivent reprendre la mesure de soutien reçue dans leurs comptes annuels. Les sociétés de gestion et les organismes de gestion collective sont tenues de reprendre la mesure de soutien reçue sous « F2- autres sommes perçues » de la section Ca du tableau des flux de trésorerie. Le paiement de la mesure de soutien doit être repris sous « N- autres sommes payées » dans la section Ca du tableau des flux de trésorerie.

CHAPITRE 8. — Ligne séparée au relevé de paiement

Art. 14. Cet article impose aux sociétés de gestion et les organismes de gestion collective de reprendre le montant de la mesure de soutien dans le relevé de paiement qu'elles fournissent aux ayants droit. Lorsque les bénéficiaires reçoivent aussi des droits d'auteur ou des droits voisins en plus de la mesure de soutien, ces montants sont mentionnés séparément sur le relevé de paiement.

CHAPITRE 9. — Obligation de remboursement

Art. 15. L'article 15 de l'arrêté royal introduit l'obligation, dans le chef des sociétés de gestion et des organismes de gestion collective, de rembourser le montant restant à l'État fédéral. S'il reste, après le paiement des montants aux bénéficiaires, une partie du montant alloué, ce montant restant doit être remboursé à l'État fédéral. À cet égard, on peut aussi préciser qu'il doit s'agir d'une différence positive entre, d'une part, la somme allouée à la société de gestion et, d'autre part, le total des montants versés et les frais imputés. Il va de soi que, dans les limites de la loi du 4 juillet 2021 précitée et l'arrêté royal, le montant alloué aux sociétés de gestion doit bénéficier au maximum aux bénéficiaires.

CHAPITRE 10. — Disposition finale

Art. 16. Cet article ne demande pas de commentaire particulier.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Ministre de l'Économie,
P.-Y. DERMAGNE

CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

Avis 69.925/2/V du 25 août 2021 sur un projet d'arrêté royal 'portant exécution des articles 2 à 12 de la loi du xxx portant des mesures de soutien temporaires en raison de la pandémie du COVID-19'

Le 15 juillet 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice Premier Ministre et Ministre de l'Économie et du Travail à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé de plein droit (1) jusqu'au 31 août 2021, sur un projet d'arrêté royal 'portant exécution des articles 2 à 12 de la loi du xxx portant des mesures de soutien temporaires en raison de la pandémie du COVID-19'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 25 août 2021. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Bernard BLERO et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Pauline LAGASSE, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 25 août 2021.

Op een passiefrekening wordt de steunmaatregel exclusief de ingehouden beheerskost geboekt. De ingehouden beheerskost wordt op een omzetrekening geboekt.

Ten laatste op het moment van uitbetaling van de steunmaatregel aan de begunstigen moeten de ingehouden beheerskosten in de resultaatrekening worden opgenomen.

Art. 13. In dit artikel wordt bepaald hoe de beheersvennootschappen en collectieve beheersorganisaties de ontvangen steunmaatregel in haar jaarrekening moet opnemen. De beheersvennootschappen en collectieve beheersorganisaties zijn ertoe gehouden om de ontvangen steunmaatregel op te nemen onder "F2- andere geïnde sommen" van de sectie Ca van het kasstroomoverzicht. De uitbetaling van de steunmaatregel moet onder "N- andere betaalde sommen" in sectie Ca van het kasstroomoverzicht worden opgenomen.

HOOFDSTUK 8. — Aparte lijn betalingsstaat

Art. 14. In dit artikel worden de beheersvennootschappen en collectieve beheersorganisaties verplicht om in de betalingsstaat die ze aan de begunstigen verstrekken het bedrag aan steunmaatregel op te nemen. Indien de begunstigen naast de steunmaatregel ook nog auteurs- of naburige rechten ontvangen, dan worden deze bedragen apart op de betalingsstaat vermeld.

HOOFDSTUK 9. — Verplichting tot terugbetaling

Art. 15. Artikel 15 van het koninklijk besluit voert de verplichting in hoofde van de beheersvennootschappen en collectieve beheersorganisaties in, om het resterende bedrag terug te betalen aan de Federale Staat. Indien er na het uitbetalen van de bedragen aan de begunstigen een deel van het bedrag dat werd toegekend overblijft, moet dit bedrag worden terugbetaald aan de Federale Staat. Hierbij kan nog worden verduidelijkt dat het moet gaan om een positief verschil tussen de som zoals toegekend aan de beheersvennootschap enerzijds en het totaal van de uitgekeerde bedragen en de aangerekende kost anderzijds. Het spreekt voor zich dat, binnen de grenzen van de voornoemde wet van 4 juli 2021 en het koninklijk besluit, het bedrag zoals toegekend aan de beheersvennootschappen maximaal ten goede moet komen aan de begunstigen.

HOOFDSTUK 10. — Slotbepaling

Art. 16. Dit artikel behoeft geen bijzondere commentaar.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Economie,
P.-Y. DERMAGNE

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

Advies 69.925/2/V van 25 augustus 2021 over een ontwerp van koninklijk besluit 'besluit ter uitvoering van de artikelen 2 tot en met 12 van de wet van xxx houdende tijdelijke ondersteuningsmaatregelen ten gevolge van de COVID 19 pandemie'

Op 15 juli 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice eerste minister en Minister van Economie en Werk verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege(1) verlengd tot 31 augustus 2021 een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'ter uitvoering van de artikelen 2 tot en met 12 van de wet van xxx houdende tijdelijke ondersteuningsmaatregelen ten gevolge van de COVID-19-pandemie'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 25 augustus 2021. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Christine HOREVOETS, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Pauline LAGASSE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 25 augustus 2021.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Dès lors que la loi 'portant des mesures de soutien temporaires en raison de la pandémie du COVID-19', qui sert de fondement juridique à l'arrêté en projet, a été adoptée le 4 juillet 2021, il convient de compléter le projet par la mention de cette date chaque fois que la loi est citée.

2. Il résulte de l'article 7 de la loi du 4 juillet 2021 que ce sont non seulement les sociétés de gestion mais aussi « les organismes de gestion collective établis en Belgique ainsi que les organismes de gestion collective ayant un établissement en Belgique qui représentent les catégories de bénéficiaires visées à l'article 4 » qui sont chargés de la distribution des montants de la mesure compensatoire sociale.

Or, l'article 2 ne mentionne que les « sociétés de gestion » comme étant « chargées de la répartition et du paiement des montants de la mesure de compensation entre les bénéficiaires ».

L'article 2, comme l'ensemble du projet, en ce compris l'intitulé de son chapitre 2, doit être complété en conséquence et ce, d'autant plus que, parmi les entités mentionnées à l'article 2, figurent tant des sociétés de gestion que des organismes de gestion collective.

3. Interrogé sur le sort qui était réservé aux personnes physiques ou aux sociétés unipersonnelles affiliées à une société de gestion ou à un organisme de gestion collective qui n'est pas visé à l'article 2 du projet, le délégué du Ministre a expliqué ce qui suit :

« De mesure qui a été prise en vue de protéger les auteurs/artistes qui sont des personnes physiques ou des sociétés unipersonnelles affiliées à une société de gestion ou à un organisme de gestion collective qui n'est pas visé à l'article 2 du projet peuvent être considérées comme des « bénéficiaires non affiliés » au sens de l'article 7 du projet ne résulte pas de manière suffisamment explicite du dispositif. Afin de garantir le respect du principe d'égalité et de non-discrimination et dans un souci de sécurité juridique, il convient de réécrire l'article 7, alinéa 1^{er}, par exemple comme suit :

« Les bénéficiaires qui ne sont pas affiliés à une société de gestion ou à un organisme de gestion collective visé à l'article 2 peuvent, aux mêmes conditions que les membres des sociétés de gestion ou des organismes de gestion collective visés à l'article 2, introduire une demande d'obtention d'une compensation auprès de la société de gestion ou de l'organisme de gestion collective visé à l'article 2 qui gère les droits concernés » (italiques ajoutés, la marque des italiques étant à omettre dans le texte à adopter).

4. Le projet ne permet pas de comprendre comment les sociétés de gestion et les organismes de gestion collective assureront le respect du principe d'égalité et de non-discrimination lors de la distribution de l'enveloppe qui leur a été accordée en vertu de l'article 3 du projet. Pour ce faire, il convient de prévoir une procédure d'introduction des demandes qui permet de répartir les aides après avoir eu une vision globale des demandes et des droits de chacun, de telle sorte que les bénéficiaires perçoivent une aide proportionnelle à leur perte de revenus et qui soit non discriminatoire au regard de l'enveloppe disponible.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Aangezien de wet 'houdende tijdelijke ondersteuningsmaatregelen ten gevolge van de COVID-19-pandemie', die aan het ontworpen besluit rechtsgrond verleent, op 4 juli 2021 is aangenomen, dient het ontwerp die datum te vermelden telkens wanneer de wet wordt aangehaald.

2. Uit artikel 7 van de wet van 4 juli 2021 vloeit voort dat niet enkel de beheersvennootschappen maar ook de "collectieve beheersorganisaties die in België gevestigd zijn en de collectieve beheersorganisaties met een bijkantoor in België die de categorieën van begunstigden zoals bedoeld in artikel 4 vertegenwoordigen" met de verdeling van de bedragen van de sociale compensatiemaatregel worden belast.

Artikel 2 vermeldt echter enkel de "beheersvennootschappen" als organisatie "belast met de verdeling en uitbetaling van de bedragen van de compensatiemaatregel tussen de begunstigden".

Dat artikel 2 moet, evenals de rest van het ontwerp met inbegrip van het opschrift van hoofdstuk 2, dus worden aangevuld, temeer daar bij de entiteiten die in het artikel worden vermeld zowel beheersvennootschappen als collectieve beheersorganisaties voorkomen.

3. Op de vraag hoe het zit met natuurlijke personen of eenpersoonsvennootschappen die zijn aangesloten bij een beheersvennootschap of een collectieve beheersorganisatie die niet in artikel 2 van het ontwerp wordt vermeld, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

« De maatregel die werd genomen heeft tot doel de auteurs/artiesten die natuurlijke persoon zijn of hun activiteit uitoefenen via een eenpersoonsvennootschap, te ondersteunen naar aanleiding van de COVID 19 pandemie. Daarnaast komen slechts bepaalde exploitatievormen in aanmerking voor een compensatie. De beheersvennootschappen die worden ingeschakeld in de uitbetaling van de bedragen zijn de beheersvennootschappen die enerzijds deze categorieën van personen vertegenwoordigen (binnen de specifieke exploitatiewijzen) en anderzijds het zwaarst werden getroffen door de gevolgen van de COVID 19 pandemie. Desalniettemin is het logisch dat er bepaalde auteurs en artiesten zijn die ook schade hebben geleden, maar niet zijn aangesloten bij één van deze beheersvennootschappen. Deze personen kunnen worden beschouwd als zijnde 'niet-aangesloten begunstigden', zoals bedoeld in artikel 7 van het ontwerp KB. De inschatting is, dat deze groep van personen eerder klein zal zijn ».

Uit het dispositief blijkt onvoldoende duidelijk dat natuurlijke personen of eenpersoonsvennootschappen die zijn aangesloten bij een beheersvennootschap of een collectieve beheersorganisatie die niet in artikel 2 van het ontwerp wordt vermeld, kunnen worden beschouwd als "niet-aangesloten begunstigden" in de zin van artikel 7 van het ontwerp. Om te garanderen dat het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie in acht wordt genomen en omwille van de rechtszekerheid dient artikel 7, eerste lid, te worden herschreven, bijvoorbeeld als volgt:

« De begunstigden die niet zijn aangesloten bij een in artikel 2 genoemde beheersvennootschap of collectieve beheersorganisatie kunnen onder dezelfde voorwaarden als de leden van de in artikel 2 genoemde beheersvennootschappen of collectieve beheersorganisaties een aanvraag tot het bekomen van een compensatie indienen bij de in artikel 2 genoemde beheersvennootschap of collectieve beheersorganisatie die de betrokken rechten beheert" (eigen cursivering, te verwijderen in de uit te vaardigen tekst).

4. Uit het ontwerp valt niet op te maken hoe de beheersvennootschappen en de collectieve beheersorganisaties ervoor zullen zorgen dat het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie in acht wordt genomen bij de verdeling van de enveloppe die hun krachtens artikel 3 van het ontwerp is toegekend. Daartoe dient voorzien te worden in een procedure voor het indienen van de aanvragen die het mogelijk maakt de steun te verdelen nadat men zich een algemeen beeld heeft gevormd van de aanvragen en van eenieders rechten, zodat de begunstigden een steun ontvangen die in verhouding staat tot hun inkomstenverlies en die niet discriminerend is in het licht van de beschikbare enveloppe.

5.1. En de nombreuses dispositions, le projet octroie aux sociétés de gestion un large pouvoir d'appréciation.

5.2. En effet :

– l'article 5, alinéa 1^{er}, du projet (perception à la pièce pour les pièces ayant fait l'objet d'une demande d'autorisation) précise que « le montant de la compensation sociale peut être versé par l'ajout de ce montant aux droits qui doivent être payés en 2021 » ; il résulte par ailleurs du commentaire de cette disposition que « les sociétés de gestion peuvent déroger à la disposition précédente [et] par conséquent recourir à ce deuxième mécanisme en cas de perception à la pièce » ;

– l'article 6, alinéa 1^{er}, du projet (perception à la pièce pour les pièces n'ayant pas fait l'objet d'une demande d'autorisation) prévoit que, « [s]i aucune demande [...] n'a encore été faite auprès de la société de gestion, un montant forfaitaire peut être versé au bénéficiaire » ; le commentaire de cette disposition précise que « la société de gestion peut opter pour le versement d'un montant forfaitaire ».

– l'article 7, alinéa 3, du projet prévoit que « [l]a société de gestion peut fixer le montant de la compensation sur la base des tarifs qu'elle pratique » ; l'article 7, alinéa 4, du projet précise que, « [p]ar dérogation à l'alinéa 3, le montant de la mesure de compensation peut être fixé sur base forfaitaire » ; le commentaire de cet article précise qu'« [é]tant donné que la société de gestion ne connaît pas la situation spécifique d'un bénéficiaire non affilié, ni ne dispose d'informations dont elle dispose dans le cas de bénéficiaires affiliés, il lui est donné la possibilité d'accorder une rémunération forfaitaire à un bénéficiaire non affilié » ;

– l'article 8 du projet prévoit que « [l]a société de gestion peut verser une partie du montant reçu sur base forfaitaire à certaines catégories d'ayant droit [...] à condition que la société de gestion puisse le justifier ».

Il résulte de ces différentes dispositions que c'est aux sociétés de gestion visées à l'article 2 du projet qu'il appartiendra de fixer le mode de calcul du montant de la mesure compensatoire.

5.3. Interrogé sur le large pouvoir d'appréciation ainsi accordé aux sociétés de gestion, le délégué du Ministre a précisé ce qui suit :

« Het KB geeft richtlijnen aan de beheersvennootschappen om tot de verdeling van de rechten over te gaan. Zo worden er forfaits bepaald, alsook maxima van de verminderde inkomsten die gecompenseerd kunnen worden. De beheersvennootschappen moeten binnen de krijtlijnen zoals bepaald door het KB de verdeling en uitbetaling van de steunmaatregel onder de begunstigden uitvoeren. De beheersvennootschappen hebben een vergunning gekregen om tot de inning en verdeling over te gaan, dit moeten ze op basis van objectieve parameters doen. De bepalingen uit boek XI van het WER zijn op hun van toepassing, met name artikel XI.248, § 1 WER ».

5.4. L'intention de l'auteur du projet semble dès lors être de gérer la distribution de la mesure compensatoire de la même façon que les droits d'auteur et les droits voisins dont ladite mesure vise à compenser la perte.

Il est vrai que la gestion des droits d'auteur et des droits voisins passe par les intermédiaires que sont les sociétés de gestion et les organismes de gestion collective. Conformément à l'article XI.249, § 1^{er}, du Code de droit économique, ceux-ci sont tenus d'arrêter,

« [h]ormis les cas dans lesquels elles sont ou doivent être fixées par ou en vertu de la loi, [...] des règles de tarification, des règles de perception et des règles de répartition pour tous les modes d'exploitation pour lesquels elles gèrent les droits des ayants droit ».

Ce sont donc les sociétés de gestion et les organismes de gestion collective qui établissent le mode de calcul des droits d'auteur et des droits voisins devant être distribués à leurs affiliés. Ce procédé est admissible car il repose sur un mécanisme contractuel. Les titulaires de droits d'auteur ou de droits voisins choisissent librement la société de gestion ou l'organisme de gestion collective auquel ils entendent confier la gestion de leurs droits sur la base, notamment, des règles de tarification, de perception et de répartition adoptée par celui-ci.

En l'espèce, le projet organise la distribution d'une aide sociale à laquelle chaque bénéficiaire visé par l'article 4 de la loi du 4 juillet 2021 peut prétendre sans que cela découle du lien existant, le cas échéant, entre le bénéficiaire et la société de gestion ou l'organisme de gestion collective.

5.1. Verschillende bepalingen van het ontwerp verlenen aan de beheersvennootschappen een ruime beoordelingsbevoegdheid.

5.2. Immers:

– artikel 5, eerste lid, van het ontwerp (stuksinningen voor de stukken waarvoor een aanvraag tot toelating werd ingediend) stelt dat "het bedrag van de sociale compensatie [kan worden] uitbetaald (...) door toevoeging van dit bedrag aan de rechten die moeten worden uitbetaald in 2021"; uit de bespreking van die bepaling blijkt trouwens dat "de beheersvennootschappen [kunnen] afwijken van de vorige bepaling [en] daarom (...) gebruik [kunnen] maken van dit tweede mechanisme in geval van stuksinningen";

– artikel 6, eerste lid, van het ontwerp (stuksinningen voor de stukken waarvoor geen aanvraag tot toelating werd ingediend) stelt dat, "[i]ndien nog geen aanvraag (...) werd ingediend bij de beheersvennootschap, een forfaitair bedrag [kan worden uitbetaald] aan de begunstigde"; in de bespreking van die bepaling staat te lezen dat "de beheersvennootschap ervoor [kan] kiezen een forfaitair bedrag uit te keren".

– artikel 7, derde lid, van het ontwerp bepaalt het volgende: "De beheersvennootschap kan het bedrag van de compensatie op basis van de door haar gehanteerde tarieven bepalen"; artikel 7, vierde lid, van het ontwerp luidt als volgt: "In afwijking van het derde lid, kan het bedrag van de compensatiemaatregel forfaitair worden bepaald"; in de bespreking van dat artikel staat te lezen: "Aangezien de beheersvennootschap de specifieke situatie van een niet aangesloten begunstigde niet kent, noch over de informatie beschikt waarover zij beschikt in het geval van de aangesloten begunstigten, wordt de mogelijkheid gelaten om een forfaitaire vergoeding toe te kennen aan een niet-aangesloten begunstigde";

– artikel 8 van het ontwerp stelt het volgende: "De beheersvennootschap kan een deel van het ontvangen bedrag op forfaitaire basis uitkeren aan bepaalde categorieën van (...) rechthebbenden (...) op voorwaarde dat de beheersvennootschap dit kan rechtvaardigen".

Uit die verschillende bepalingen blijkt dat het aan de beheersvennootschappen genoemd in artikel 2 van het ontwerp staat om te bepalen hoe het bedrag van de compensatiemaatregel wordt berekend.

5.3. Naar aanleiding van een vraag over de ruime beoordelingsbevoegdheid die aldus aan de beheersvennootschappen wordt verleend, heeft de gemachtigde van de minister het volgende gesteld:

"Het KB geeft richtlijnen aan de beheersvennootschappen om tot de verdeling van de rechten over te gaan. Zo worden er forfaits bepaald, alsook maxima van de verminderde inkomsten die gecompenseerd kunnen worden. De beheersvennootschappen moeten binnen de krijtlijnen zoals bepaald door het KB de verdeling en uitbetaling van de steunmaatregel onder de begunstigden uitvoeren. De beheersvennootschappen hebben een vergunning gekregen om tot de inning en verdeling over te gaan, dit moeten ze op basis van objectieve parameters doen. De bepalingen uit boek XI van het WER zijn op hun van toepassing, met name artikel XI.248, § 1 WER".

5.4. De steller van het ontwerp lijkt de verdeling van de maatregel die bedoeld is om het verlies aan auteursrechten en naburige rechten te compenseren, op dezelfde wijze te willen organiseren als de verdeling van die auteursrechten en naburige rechten.

Het beheer van de auteursrechten en de naburige rechten loopt inderdaad via de bemiddelaars die de beheersvennootschappen en de collectieve beheersorganisaties zijn. Overeenkomstig artikel XI.249, § 1, van het Wetboek van economisch recht dienen deze

"tarifieringsregels en innings- en verdelingsregels vast [te stellen] voor alle exploitatiewijzen waarvoor zij rechten van de rechthebbenden beheren, behalve in de gevallen waarin zij door of krachtens de wet zijn of moeten worden vastgesteld".

Het zijn dus de beheersvennootschappen en de collectieve beheersorganisaties die vaststellen hoe de auteursrechten en de naburige rechten die onder hun aangeslotenen moeten worden verdeeld, berekend worden. Die werkwijze is aanvaardbaar omdat ze contractueel vastgelegd is. De rechthebbenden van auteursrechten of naburige rechten kiezen vrijelijk aan welke beheersvennootschap of collectieve beheersorganisatie ze het beheer van hun rechten wensen toe te vertrouwen, onder meer op basis van de tarifierings-, innings- en verdelingsregels die deze toepast.

In casu organiseert het ontwerp de verdeling van een sociale steun waarop elke begunstigde bedoeld in artikel 4 van de wet van 4 juli 2021 aanspraak kan maken, zonder dat dat het gevolg is van een eventuele band tussen de begunstigde en de beheersvennootschap of de collectieve beheersorganisatie.

Cette mesure compensatoire doit être distribuée auxdits bénéficiaires dans le respect du principe d'égalité et de non-discrimination. Or, en autorisant chaque société de gestion ou chaque organisme de gestion collective à fixer lui-même le mode de calcul du montant de l'aide compensatoire versée, le projet ne permet pas de garantir l'égalité et la non-discrimination entre l'ensemble des bénéficiaires.

Tel qu'il est rédigé, le projet ne permet d'ailleurs pas de bien comprendre si l'intention est d'octroyer aux sociétés de gestion et aux organismes de gestion collective le pouvoir de fixer les règles de répartition des mesures compensatoires a priori, selon les facultés octroyées par les articles 4 à 8 du projet (2), ou si l'intention est d'octroyer aux sociétés de gestion et aux organismes de gestion collective un pouvoir d'appréciation au cas par cas.

Dans la première hypothèse, si une certaine égalité pourrait être réalisée entre les bénéficiaires s'adressant à une même société de gestion ou à un même organisme de gestion collective, il faudrait encore constater que des différences de traitement pourraient persister entre les bénéficiaires selon la société de gestion ou l'organisme de gestion collective dont ils dépendent ou auquel ils se sont adressés.

Dans la seconde hypothèse, le pouvoir d'appréciation des sociétés de gestion et des organismes de gestion collective s'exercerait en dehors de tout cadre permettant de garantir a priori l'égalité et la non-discrimination, ce qui est encore plus problématique.

Le fait que, comme l'a relevé le délégué du Ministre, les sociétés de gestion et les organismes de gestion collective sont tenus de respecter le Code de droit économique, et plus particulièrement son article XI.248 (3), ne justifie pas que des critères clairs et objectifs applicables à l'ensemble des sociétés de gestion – et, partant, à l'ensemble des bénéficiaires – ne soient pas d'ores et déjà prévus au sein du projet.

5.5. À la question de savoir comment les articles 4 et 5 ou 6 s'articuleront dans l'hypothèse où le bénéficiaire souffrirait non seulement d'une perte de revenus provenant de représentations qui n'ont pas eu lieu au sens des articles 5 ou 6 du projet, mais également de pertes de revenus provenant d'autres modes d'exploitation lui permettant de faire application de l'article 4 du projet, le délégué du Ministre a précisé ce qui suit :

« Article 4 biedt de mogelijkheid om de verdeling te doen op basis van de informatie waarover de beheersvennootschap beschikt (playlijsten, verkoopcijfers, ...).

Artikel 5 dekt de situatie van een concert, een theatervoorstelling, een optreden (stand-up) dat geprogrammeerd stond, maar dat uiteindelijk niet kon doorgaan vanwege de COVID 19 pandemie. Het gaat hierbij dus om een ruime situatie. Indien er geen aanvraag volgde, wordt er toepassing gemaakt van artikel 6, waarbij de nodige bewijzen moeten worden voorgelegd.

Alles hangt dus af van de vraag of er een aanvraag volgde of niet.

Enkel die situaties die onder de toepassing van het KB vallen, opgesomd onder artikel 1 van het ontwerp-KB, kunnen op een steunmaatregel rekenen, met uitsluiting van de bepaling onder artikel 8. Dit artikel biedt de mogelijkheid om auteurs en uitvoerende kunstenaars te compenseren voor de verminderde inningen gelet op de COVID 19 pandemie die niet onder artikel 4 tot 6 van het ontwerp-KB vallen. In het Verslag aan de Koning wordt het voorbeeld gegeven van de literaire auteur die verliezen heeft geleden doordat hij gelet op de COVID 19 pandemie geen uitgeverij voor zijn boek heeft gevonden.

Elk van deze artikelen viseert een specifieke situatie ».

Il faudrait cependant s'assurer que, lors du calcul de la diminution de revenus sur la base de l'article 4 du projet, les revenus issus des perceptions sur la pièce ne soient pas pris en compte lorsque le bénéficiaire aurait déjà fait application de l'article 5 ou de l'article 6 du projet. Le dispositif sera complété en ce sens.

5.6. Afin de garantir le respect du principe d'égalité et de non-discrimination, des critères clairs et objectifs doivent permettre de délimiter les hypothèses dans lesquelles il sera fait application de l'article 4, 5 ou 6 ou de l'article 7, alinéas 3 ou 4.

5.7 L'article 7, alinéa 3, autorise, du reste, la société de gestion à fixer le montant de la compensation sur la base des tarifs qu'elle pratique. Ce faisant, cette disposition autorise également implicitement les sociétés de gestion à fixer le montant de la compensation sur une autre base. Le respect du principe d'égalité et de non-discrimination impose que les

De bedragen van die compensatiemaatregel moeten aan de voornoemde begunstigden worden uitgekeerd met inachtneming van het beginsel van gelijkheid en non discriminatie. Doch doordat het ontwerp toestaat dat elke beheersvennootschap of elke collectieve beheersorganisatie zelf bepaalt hoe het bedrag van de uitgekeerde compensatiesteun wordt berekend, kan niet worden gegarandeerd dat alle begunstigden op voet van gelijkheid en zonder discriminatie worden behandeld.

Uit de huidige redactie van het ontwerp valt trouwens niet goed op te maken of het de bedoeling is dat de beheersvennootschappen en de collectieve beheersorganisaties de bevoegdheid krijgen om de verdeelsleutels voor de compensatiemaatregelen a priori vast te stellen volgens de mogelijkheden die bij de artikelen 4 tot 8 van het ontwerp worden geboden,⁽²⁾ dan wel of het de bedoeling is dat ze een bevoegdheid krijgen om elk geval apart te beoordelen.

In het eerste geval zou men weliswaar een zekere vorm van gelijkheid kunnen bereiken tussen de begunstigden die een beroep op eenzelfde beheersvennootschap of op eenzelfde collectieve beheersorganisatie doen, maar zouden toch nog verschillen in behandeling kunnen bestaan tussen de begunstigden naargelang van de beheersvennootschap of de collectieve beheersorganisatie waarvan ze afhangen of waarop ze een beroep doen.

In het tweede geval zouden de beheersvennootschappen en de collectieve beheersorganisaties hun beoordelingsbevoegdheid uitoefenen buiten enig kader dat toelaat de gelijkheid en non-discriminatie a priori te garanderen. Dat is nog problematischer.

Het feit dat, zoals de gemachtigde van de minister heeft opgemerkt, de beheersvennootschappen en de collectieve beheersorganisaties het Wetboek van economisch recht en meer bepaald artikel XI.248 ervan⁽³⁾ dienen te respecteren, rechtvaardigt niet dat het ontwerp niet alvast voorziet in duidelijke en objectieve criteria die gelden voor alle beheersvennootschappen en bijgevolg voor alle begunstigden.

5.5. Op de vraag hoe de artikelen 4 en 5 of 6 zich tot elkaar verhouden in het geval waarin de begunstigde niet alleen inkomstenverlies zou lijden vanwege opvoeringen die niet hebben plaatsgevonden in de zin van de artikelen 5 of 6 van het ontwerp, maar ook inkomsten uit andere exploitatiewijzen zou verliezen op grond waarvan hij gebruik zou kunnen maken van artikel 4 van het ontwerp, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Article 4 biedt de mogelijkheid om de verdeling te doen op basis van de informatie waarover de beheersvennootschap beschikt (playlijsten, verkoopcijfers, ...).

Artikel 5 dekt de situatie van een concert, een theatervoorstelling, een optreden (stand-up) dat geprogrammeerd stond, maar dat uiteindelijk niet kon doorgaan vanwege de COVID 19 pandemie. Het gaat hierbij dus om een ruime situatie. Indien er geen aanvraag volgde, wordt er toepassing gemaakt van artikel 6, waarbij de nodige bewijzen moeten worden voorgelegd.

Alles hangt dus af van de vraag of er een aanvraag volgde of niet.

Enkel die situaties die onder de toepassing van het KB vallen, opgesomd onder artikel 1 van het ontwerp-KB, kunnen op een steunmaatregel rekenen, met uitsluiting van de bepaling onder artikel 8. Dit artikel biedt de mogelijkheid om auteurs en uitvoerende kunstenaars te compenseren voor de verminderde inningen gelet op de [COVID 19 pandemie] die niet onder artikel 4 tot 6 van het ontwerp KB vallen. In het Verslag aan de Koning wordt het voorbeeld gegeven van de literaire auteur die verliezen heeft geleden doordat hij gelet op de [COVID 19-pandemie] geen uitgeverij voor zijn boek heeft gevonden.

Elk van deze artikelen viseert een specifieke situatie”.

Er zou echter voor moeten worden gezorgd dat, bij de berekening van de minderinkomsten op basis van artikel 4 van het ontwerp, geen rekening wordt gehouden met stuksinningen indien de begunstigde al heeft gebruikgemaakt van artikel 5 of artikel 6 van het ontwerp. Het dispositief moet in die zin worden aangevuld.

5.6. Teneinde te waarborgen dat het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie in acht wordt genomen, moeten de gevallen waarin toepassing wordt gemaakt van artikel 4, 5 of 6 of van artikel 7, derde of vierde lid, afgebakend kunnen worden aan de hand van duidelijke en objectieve criteria.

5.7 Luidens artikel 7, derde lid, kan de beheersvennootschap het bedrag van de compensatie bepalen op basis van de door haar gehanteerde tarieven. Dat betekent impliciet dat de beheersvennootschappen het bedrag van de compensatie ook op een andere basis kunnen vaststellen. De inachtneming van het beginsel van gelijkheid en

critères sur la base desquels le montant de la compensation sera déterminé par les sociétés de gestion ou les organismes de gestion collective soient précisés au sein du projet.

Si l'intention de l'auteur du projet est que le montant de la compensation soit fixé sur la base des tarifs pratiqués par la société de gestion, la locution verbale « peut fixer » doit être remplacée par le verbe « fixe » au sein de l'article 7, alinéa 3, du projet, première phrase.

5.8. En outre, la possibilité organisée par les articles 6 et 7 de recourir à une indemnisation forfaitaire pose également question au regard du principe d'égalité et de non-discrimination dans la mesure où le projet ne précise pas le mode de calcul de ce forfait au regard de critères objectifs, applicables à l'ensemble des bénéficiaires potentiels.

5.9. En ce qui concerne la faculté accordée par l'article 8 du projet, s'il peut être admis que, dans le souci de prendre en compte des cas spécifiques de pertes de revenus en raison de la pandémie de COVID 19 non adéquatement compensées sur la base des articles 4 à 7 du projet – et donc de garantir ainsi le respect du principe d'égalité et de non-discrimination –, un pouvoir de décision unilatéral soit accordé aux sociétés de gestion, il convient d'encadrer le pouvoir discrétionnaire ainsi accordé par des critères portant par exemple sur l'objectif légitime devant être poursuivi lors de la mise en œuvre de l'article 8. Le seul fait que la société de gestion doit être en mesure de « justifier », sans autre précision, la mise en œuvre de l'article 8 n'est pas suffisant. Le rapport au Roi serait par ailleurs utilement complété par des éléments permettant de mieux appréhender la portée du dispositif, par exemple quant à la détermination des catégories de bénéficiaires concernés.

5.10. Le projet sera fondamentalement revu au regard de ces observations.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. Il convient de compléter le préambule par un alinéa visant l'accord donné par la Secrétaire d'État au Budget le 5 mai 2021.

2. Il résulte du dossier remis à la section de législation que l'avis rendu par l'Inspecteur des Finances date du 28 avril 2021. Par conséquent l'alinéa 2 du préambule sera corrigé afin de remplacer la date du « 1^{er} juillet 2021 » par celle du « 28 avril 2021 ».

DISPOSITIF

Article 3

1. Dans un souci de cohérence et compte tenu des termes utilisés au sein de l'article 2 du projet, à l'article 3, alinéa 2, les mots « une partie du montant total de la prestation visée à l'article 2 » seront remplacés par les mots « une partie du montant total de la mesure de compensation visée à l'article 2 ».

2. Afin d'exprimer clairement l'intention poursuivie et comme cela résulte du commentaire de l'article 3 du projet, les mots « à la moyenne des revenus perçus pour les années d'exploitation 2017, 2018 et 2019 » remplaceront les mots « aux années d'exploitation 2017 2019 ».

Article 5

À l'alinéa 1^{er}, il y a lieu de viser non pas l'article 5 de la loi mais son article 6.

Article 7

1. À l'alinéa 4, il sera précisé que le dispositif en projet déroge à « l'alinéa 3, première phrase ».

2. La version française de l'alinéa 5 sera alignée sur sa version néerlandaise en insérant le mot « pièces » entre les mots « des » et « attestant ».

3. L'alinéa 2 prévoit que « [l]es sociétés de gestion peuvent fixer d'autres modalités » pour l'introduction des demandes par les bénéficiaires non affiliés.

non-discrimination vereist dat de criteria op basis waarvan het bedrag van de compensatie door de beheersvennootschappen of de collectieve beheersorganisaties wordt bepaald, in het ontwerp worden gepreciseerd.

Indien het de bedoeling van de steller van het ontwerp is dat het bedrag van de compensatie wordt bepaald op basis van de door de beheersvennootschap gehanteerde tarieven, moet in de eerste zin van artikel 7, derde lid, van het ontwerp de werkwoordelijke uitdrukking "kan bepalen" worden vervangen door het werkwoord "bepaalt".

5.8. Bovendien doet ook de mogelijkheid waarin de artikelen 6 en 7 voorzien, namelijk werken met een forfaitaire vergoeding, vragen rijzen ten aanzien van het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie; het ontwerp bepaalt immers niet hoe dat forfait aan de hand van objectieve criteria die van toepassing zijn op alle potentiële begunstigen wordt berekend.

5.9. Wat betreft de mogelijkheid waarin artikel 8 van het ontwerp voorziet om aan de beheersvennootschappen een eenzijdige beslissingsbevoegdheid te verlenen – een mogelijkheid die weliswaar aanvaardbaar is teneinde rekening te houden met de specifieke gevallen van inkomstenverlies ten gevolge van de COVID-19-pandemie die ontoereikend worden gecompenseerd op grond van de artikelen 4 tot 7 van het ontwerp, en aldus te garanderen dat het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie in acht wordt genomen – dient de aldus verleende discretionaire bevoegdheid te worden afgebakend aan de hand van criteria die bijvoorbeeld betrekking hebben op de legitieme doelstelling die met de uitvoering van artikel 8 moet worden nagestreefd. Het louter gegeven dat de beheersvennootschap de uitvoering van artikel 8 moet kunnen "rechtvaardigen", zonder nadere precisering, is ontoereikend. Het verdient voorts aanbeveling om in het verslag aan de Koning ook gegevens op te nemen die bijdragen tot een beter begrip van de strekking van het dispositief, bijvoorbeeld met betrekking tot het bepalen van de categorieën van betrokken begunstigen.

5.10. Het ontwerp moet grondig worden herzien in het licht van die opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. De aanhef dient te worden aangevuld met een lid dat verwijst naar de akkoordbevinding van de staatssecretaris voor Begroting van 5 mei 2021.

2. Uit het dossier dat aan de afdeling Wetgeving is bezorgd, blijkt dat het advies van de inspecteur van Financiën dateert van 28 april 2021. Het tweede lid van de aanhef moet derhalve worden gecorrigeerd teneinde de datum van "1 juli 2021" te vervangen door die van "28 april 2021".

DISPOSITIEF

Artikel 3

1. Ter wille van de samenhang en rekening houdend met de terminologie die in artikel 2 van het ontwerp wordt gebruikt, moeten in artikel 3, tweede lid, de woorden "een deel van het in artikel 2 bedoelde totale bedrag van de uitkering" worden vervangen door de woorden "een deel van het in artikel 2 bedoelde totale bedrag van de compensatiemaatregel".

2. Teneinde de nagestreefde doelstelling duidelijk weer te geven en zoals blijkt uit de bespreking van artikel 3 van het ontwerp, moeten de woorden "de exploitatiejaren 2017 – 2019" worden vervangen door de woorden "het gemiddelde van de inkomsten ontvangen voor de exploitatiejaren 2017, 2018 en 2019".

Artikel 5

In het eerste lid dient niet naar artikel 5, maar naar artikel 6 van de wet te worden verwezen.

Artikel 7

1. In het vierde lid moet worden gepreciseerd dat het ontworpen dispositief afwijkt van "het derde lid, eerste zin".

2. De Franse tekst van het vijfde lid moet in overeenstemming worden gebracht met de Nederlandse tekst door het woord "pièces" in te voegen tussen de woorden "des" en "attestant".

3. Het tweede lid bepaalt dat "[d]e beheersvennootschappen (...) de nadere regels [kunnen] bepalen" voor het indienen van de aanvragen door begunstigen die niet zijn aangesloten.

Sans qu'il soit nécessaire de trancher la question de savoir si les sociétés de gestion et les organismes de gestion collective peuvent ou non être qualifiés de personnes morales de droit public, il y a lieu d'observer que ces sociétés et organismes se voient reconnaître en l'espèce un pouvoir réglementaire qui n'est pas admissible.

Il est rappelé à cet égard que, même lorsqu'une habilitation réglementaire est conférée à des organismes ou institutions publics ou à leurs organes, pareil procédé est difficilement conciliable avec les principes généraux du droit public belge en ce qu'il est ainsi porté atteinte au principe de l'unité du pouvoir réglementaire et que tout contrôle parlementaire direct fait alors défaut en la matière. Les actes réglementaires de ce type sont en outre dépourvus des garanties dont est assortie la réglementation classique, telles que celles en matière de publication et de contrôle préventif exercé par la section de législation du Conseil d'État ; en outre, cette pratique rend incertaine la détermination de la place qu'occupent ces actes réglementaires dans la hiérarchie des normes.

Si, dans le passé, la section de législation a déjà jugé admissibles certaines exceptions à l'interdiction de déléguer une compétence réglementaire à de tels organismes ou institutions, il s'agissait généralement de délégations de portée limitée et d'une technicité telle que l'on pouvait considérer que les organismes ou institutions qui devaient appliquer la réglementation concernée étaient également les mieux placés pour l'élaborer en connaissance de cause et exercer la compétence ainsi déléguée (4).

En tout état de cause, tel n'est pas le cas en l'espèce.

4. Sans préjudice de l'observation générale n° 4 formulée plus haut, la phrase « La société de gestion peut fixer le montant de la compensation sur la base des tarifs qu'elle pratique » ne permet pas de bien comprendre comment les bénéficiaires qui s'adressent à une société de gestion sur la base de l'article 7 du projet verront leur mesure compensatoire calculée dans l'hypothèse où la société de gestion entend faire application de cette faculté.

En effet, les articles 4 à 6 du projet règlent le calcul du montant de la compensation pour les bénéficiaires affiliés à la société de gestion. Ces dispositions ne prévoient pas la fixation par la société de gestion de « tarifs ». Seul l'article 6 du projet autorise la société de gestion à fixer un montant forfaitaire.

Le respect du principe d'égalité et de non-discrimination impose que les bénéficiaires non affiliés à l'une des sociétés de gestion désignée par l'article 2 du projet soient traités de manière égale par rapport aux bénéficiaires affiliés.

Le dispositif devra dès lors être revu afin de clarifier la façon dont cette égalité sera garantie.

Article 8

1. Dans un souci de sécurité juridique, il convient de préciser au sein du dispositif si l'article 8 permet ou non de déroger à l'article 1^{er}.

2. Interrogé quant à la portée de l'article 8, le délégué du Ministre a précisé ce qui suit :

« Dit artikel vindt niet op subsidiaire wijze toepassing. Hierbij kan wel nog mee[ge]geven worden dat de draagwijdte van deze bepaling beperkt is, aangezien de beheersvennootschap slechts 15 % van het bedrag dat aan haar wordt toegekend conform artikel 3 van het ontwerp-KB, hiervoor kan reserveren. De beheersvennootschap is in elk geval niet verplicht om van dit mechanisme gebruik te maken ».

Ce caractère non subsidiaire devrait également être précisé au sein du dispositif.

Zonder dat het nodig is uit te maken of de beheersvennootschappen en de collectieve beheersorganisaties al dan niet als publiekrechtelijke rechtspersonen kunnen worden aangemerkt, dient te worden opgemerkt dat aan die vennootschappen en organisaties in casu een ontoelaatbare verordenende bevoegdheid wordt verleend.

In dat verband dient eraan te worden herinnerd dat, zelfs als een verordenende bevoegdheid wordt opgedragen aan instanties of openbare instellingen of aan organen ervan, deze werkwijze moeilijk in overeenstemming te brengen valt met de algemene principes van het Belgisch publiek recht, aangezien erdoor wordt geraakt aan het beginsel van de eenheid van de verordenende macht en ter zake iedere rechtstreekse parlementaire controle ontbreekt. Verordeningen van die aard ontberen daarenboven de waarborgen waarmee de klassieke regelgeving gepaard gaat, zoals die inzake bekendmaking en de preventieve controle van de afdeling Wetgeving van de Raad van State; bovendien creëert die praktijk onzekerheid over de plaats die die regelgevende teksten innemen in de hiërarchie van de normen.

Als de afdeling Wetgeving in het verleden al uitzonderingen op het verbod van delegatie van een reglementaire bevoegdheid aan zulke instanties of openbare instellingen toelaatbaar heeft geacht, betrof het doorgaans delegaties met een beperkte draagwijdte en van een zodanig technische aard dat ervan kon worden uitgegaan dat de instanties of de instellingen, die de betrokken regelgeving dienden toe te passen, ook het best geplaatst waren om die met kennis van zaken uit te werken en de aldus gedelegeerde bevoegdheid uit te oefenen.(4)

Dat lijkt in casu alleszins niet het geval te zijn.

4. Onverminderd de hiervoor geformuleerde algemene opmerking 4, valt uit de zin "De beheersvennootschap kan het bedrag van de compensatie op basis van de door haar gehanteerde tarieven bepalen" niet goed op te maken hoe de compenserende maatregel voor de begunstigten die zich op grond van artikel 7 van het ontwerp richten tot een beheersvennootschap, zal worden berekend ingeval de beheersvennootschap van die mogelijkheid gebruik wenst te maken.

De artikelen 4 tot en met 6 van het ontwerp regelen immers de berekening van het compensatiebedrag voor de begunstigten die bij de beheersvennootschap zijn aangesloten. Daarin wordt niet bepaald dat de beheersvennootschap "tarieven" vaststelt. Alleen artikel 6 van het ontwerp machtigt de beheersvennootschap om een forfaitair bedrag vast te stellen.

De eerbiediging van het gelijkheids- en het non-discriminatiebeginsel vereist dat begunstigten die niet zijn aangesloten bij één van de beheersvennootschappen die in artikel 2 van het ontwerp worden aangewezen, op dezelfde wijze worden behandeld als de aangesloten begunstigten.

Het dispositief moet derhalve worden herzien teneinde duidelijkheid te verschaffen over de manier waarop die gelijkheid zal worden gewaarborgd.

Artikel 8

1. Omwille van de rechtszekerheid dient in het dispositief te worden vermeld of artikel 8 het al dan niet mogelijk maakt af te wijken van artikel 1.

2. Gevraagd naar de draagwijdte van artikel 8, heeft de gemachtigde van de minister het volgende gepreciseerd:

"Dit artikel vindt niet op subsidiaire wijze toepassing. Hierbij kan wel nog mee[ge]geven worden dat de draagwijdte van deze bepaling beperkt is, aangezien de beheersvennootschap slechts 15 % van het bedrag dat aan haar wordt toegekend conform artikel 3 van het ontwerp-KB, hiervoor kan reserveren. De beheersvennootschap is in elk geval niet verplicht om van dit mechanisme gebruik te maken".

Dat niet-subsidiaire karakter moet ook in het dispositief worden vermeld.

Article 9

L'article 9 entend donner exécution à l'article 8 de la loi précitée, qui, en son alinéa 4, charge le Roi de fixer « les autres modalités d'exécution de cette disposition ».

Or l'alinéa 4 de l'article 9 du projet ne fait que répéter en des termes identiques l'alinéa 3 de l'article 8 précité. Il y a dès lors lieu, à tout le moins, d'omettre cet alinéa 4 et de fixer ces autres modalités d'exécution, comme le prévoit la loi.

Article 12

Le texte de l'article 12 ne traduit pas de manière complète la précision suivante qui figure dans son commentaire, rédigé comme suit :

« La mesure de soutien, hors frais de gestion retenus, est enregistrée sur un compte au passif. Les frais de gestion retenus sont enregistrés sur un compte chiffre d'affaires ».

Le dispositif sera complété en conséquence.

Le greffier,
Béatrice Drapier

Le président,
Pierre Vandernoot

Notes

(1) Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, in fine, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

(2) Il peut être relevé à cet égard que l'article XI.249 du Code de droit économique n'est pas applicable à la mesure compensatoire instaurée par la loi du 4 juillet 2021. Il ne s'agit en effet pas d'un droit d'auteur ou d'un droit voisin découlant d'un mode d'exploitation dont la société de gestion assure la gestion mais d'une mesure compensatoire partielle de la perte de ces droits, financée par des fonds publics.

(3) Pour rappel, cette disposition est ainsi rédigée :

« Les sociétés de gestion gèrent les droits dans l'intérêt des ayants droit. Cette gestion doit être effectuée de manière équitable, diligente, efficace et non discriminatoire. Les sociétés de gestion n'imposent pas aux ayants droit des obligations qui ne sont pas objectivement nécessaires pour protéger leurs droits et leurs intérêts ou pour assurer cette gestion efficace de leurs droits ».

(4) Avis 40.615/2 donné le 6 juin 2006 sur un avant-projet devenu la loi du 20 juillet 2006 'portant des dispositions diverses' (Doc. parl., Chambre, 2005-2006, n^o 2518/1, pp. 346 à 389, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/40615.pdf>); avis 69.453/2 donné le 24 juin 2021 sur un avant-projet de loi 'portant organisation d'un Registre des crédits aux entreprises'; avis 69.921/2/V donné le 18 août 2021 sur un avant-projet de loi 'modifiant la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse'.

17 OCTOBRE 2021. — Arrêté royal portant exécution des articles 2 à 12 de la loi du 4 juillet 2021 portant des mesures de soutien temporaires en raison de la pandémie du COVID-19

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 4 juillet 2021 portant des mesures de soutien temporaires en raison de la pandémie du COVID-19, les articles 6, alinéa 2, 7, alinéa 2 à 4, et 8, alinéa 4 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 avril 2021 ;

Vu l'accord de la Secrétaire d'État au Budget, donné le 5 mai 2021 ;

Artikel 9

Artikel 9 beoogt uitvoering te geven aan artikel 8 van de voornoemde wet. In het vierde lid van dat artikel wordt de Koning opgedragen "de verdere uitvoeringsmodaliteiten van deze bepaling" te bepalen.

Het vierde lid van artikel 9 van het ontwerp beperkt zich ertoe het derde lid van het voornoemde artikel 8 in identieke bewoordingen te herhalen. Op zijn minst dient dan ook dat vierde lid te worden weggelaten en die verdere uitvoeringsmodaliteiten te worden vastgesteld, zoals bepaald in de wet.

Artikel 12

De tekst van artikel 12 geeft niet volledig de volgende precisering weer, die gegeven wordt in de bespreking ervan en die als volgt luidt:

"Op een passiefrekening wordt de steunmaatregel exclusief de ingehouden beheerskost geboekt. De ingehouden beheerskost wordt op een omzetrekening geboekt".

Het dispositief moet dienovereenkomstig worden aangevuld.

De griffier,
Béatrice Drapier

De voorzitter,
Pierre Vandernoot

Nota's

(1) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, in fine, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

(2) In dat verband kan worden opgemerkt dat artikel XI.249 van het Wetboek van economisch recht niet van toepassing is op de compensatiemaatregel die bij de wet van 4 juli 2021 is ingevoerd. Het gaat inderdaad niet om een uit een exploitatiewijze voortvloeiend auteursrecht of naburig recht dat door de beheersvennootschap wordt beheerd maar om een met overheidsmiddelen gefinancierde maatregel ter gedeeltelijke compensatie van het verlies van die rechten.

(3) Die bepaling luidt, pro memorie, als volgt:

"De beheersvennootschappen beheren de rechten in het belang van de rechthebbenden. Dit beheer moet worden uitgevoerd op billijke, zorgvuldige, doeltreffende en niet-discriminatoire wijze. De beheersvennootschappen leggen aan de rechthebbenden geen verplichtingen op die objectief beschouwd niet noodzakelijk zijn voor de bescherming van hun rechten en belangen of voor dit doeltreffende beheer van hun rechten".

(4) Advies 40.615/2, op 6 juni 2006 gegeven over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 20 juli 2006 'houdende diverse bepalingen' Parl.St. Kamer 2005-06, nr. 2518/001, 346 tot 389, (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/advisen/40615.pdf>); advies 69.453/2, op 24 juni 2021 gegeven over een voorontwerp van wet 'tot organisatie van een Register van kredieten aan ondernemingen'; advies 69.921/2/V, op 18 augustus 2021 gegeven over een voorontwerp van wet 'tot wijziging van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen'.

17 OKTOBER 2021 — Koninklijk besluit ter uitvoering van de artikelen 2 tot en met 12 van de wet van 4 juli 2021 houdende tijdelijke ondersteuningsmaatregelen ten gevolge van de COVID-19-pandemie

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 4 juli 2021 houdende tijdelijke ondersteuningsmaatregelen ten gevolge van de COVID-19-pandemie, de artikelen 6, tweede lid, 7, tweede tot vierde lid, en 8, vierde lid;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 28 april 2021;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, d.d. 5 mei 2021;

Vu l'avis 69.925/2/V du Conseil d'État, donné le 25 août 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modes d'exploitation*

Article 1^{er}. En exécution de l'article 6 de la loi du 4 juillet 2021 portant des mesures de soutien temporaires en raison de la pandémie du COVID-19 et par dérogation à l'article 8 du présent arrêté, les modes d'exploitation suivants, reprises dans la matrice des rubriques de perception dans les comptes annuels, sont pris en considération pour la mesure de compensation :

C. Communication au public conformément à l'article XI.165 du Code de droit économique pour autant qu'il s'agisse d'exécutions publiques d'œuvres ;

K. Représentation conformément à l'article XI.201-202 du Code de droit économique ;

R. Rémunération équitable conformément à l'article XI.212-214 du Code de droit économique pour autant qu'il s'agisse de la part de l'artiste-interprète ou exécutant.

CHAPITRE 2. — *Désignation des sociétés de gestion et des organismes de gestion collective*

Art. 2. En exécution de l'article 7, alinéa 2, de la loi du 4 juillet 2021 précitée, les sociétés de gestion et les organismes de gestion collective suivantes sont chargées de la répartition et du paiement des montants de la mesure de compensation entre les bénéficiaires :

- 1° SABAM ;
- 2° PlayRight ;
- 3° SACD ;
- 4° SCAM ;
- 5° De Auteurs.

CHAPITRE 3. — *Clé de répartition*

Art. 3. En exécution de l'article 7, alinéa 3, de la loi du 4 juillet 2021 précitée, le calcul de la compensation est fixé comme suit :

les sociétés de gestion et les organismes de gestion collective reçoivent une partie du montant total de la mesure de compensation visée à l'article 2 proportionnelle aux diminutions spécifiques de recettes tirées du droit d'auteur et des droits voisins pour les modes d'exploitation, visés à l'article 6 de la loi du 4 juillet 2021 précitée, en 2020 par rapport à la moyenne des revenus perçus pour les années d'exploitation 2017, 2018 et 2019.

Sur cette base, l'aide suivante peut être attribuée aux sociétés de gestion et organismes de gestion collective concernés :

- 1° SABAM : 16.092.503 euros ;
- 2° PlayRight : 1.566.061 euros ;
- 3° SACD : 1.235.906 euros ;
- 4° SCAM : 5.360 euros ;
- 5° De Auteurs : 207.258 euros.

CHAPITRE 4. — *Paiement aux bénéficiaires pour la diminution des revenus générés par les droits d'auteur et les droits voisins en 2020 et 2021*

Art. 4. Pour les diminutions de revenus des modes d'exploitation visés à l'article 6 de la loi du 4 juillet 2021 précitée qui sont gérés par les sociétés de gestion et des organismes de gestion collective, la compensation est versée aux bénéficiaires qui sont membres de la société de gestion ou de l'organisme de gestion collective, soit par l'ajout de ce montant aux droits qui sont habituellement payés en 2021, soit en la répartissant via une répartition distincte en 2021 par analogie avec la répartition habituelle.

Gelet op advies 69.925/2/V van de Raad van State, gegeven op 25 augustus 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Economie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — *Exploitatiewijzen*

Artikel 1. In uitvoering van artikel 6 van de wet van 4 juli 2021 houdende tijdelijke ondersteuningsmaatregelen ten gevolge van de COVID-19-pandemie en onverminderd artikel 8 van dit besluit, worden volgende exploitatiewijzen, opgenomen in de matrix van de inningsrubrieken in de jaarrekeningen, in aanmerking genomen voor de compensatiemaatregel:

C. Mededeling aan het publiek overeenkomstig artikel XI.165 van het Wetboek van economisch recht voor zover het openbare uitvoeringen van werken betreft;

K. Opvoering overeenkomstig artikel XI.201-202 van het Wetboek van economisch recht;

R. Billijke vergoeding overeenkomstig artikel XI.212-214 van het Wetboek van economisch recht voor zover het het aandeel van de uitvoerende kunstenaar betreft.

HOOFDSTUK 2. — *Aanduiding beheersvennootschappen en collectieve beheersorganisaties*

Art. 2. In uitvoering van artikel 7, tweede lid, van de voornoemde wet van 4 juli 2021, worden de volgende beheersvennootschappen en collectieve beheersorganisaties belast met de verdeling en uitbetaling van de bedragen van de compensatiemaatregel tussen de begunstigden:

- 1° SABAM;
- 2° PlayRight;
- 3° SACD;
- 4° SCAM;
- 5° De Auteurs.

HOOFDSTUK 3. — *Verdeelsleutel*

Art. 3. In uitvoering van artikel 7, derde lid, van de voornoemde wet van 4 juli 2021, wordt de berekening van de compensatie vastgelegd als volgt:

de beheersvennootschappen en collectieve beheersorganisaties ontvangen een deel van het in artikel 2 bedoelde totale bedrag van de compensatiemaatregel evenredig aan de specifieke minderinkomsten uit auteursrecht en naburige rechten voor de exploitatiewijzen, zoals bedoeld in artikel 6 van de voornoemde wet van 4 juli 2021, in 2020 in vergelijking met het gemiddelde van de inningen ontvangen voor de exploitatiejaren 2017, 2018 en 2019.

Op basis hiervan kan de volgende steun worden toegewezen aan de betrokken beheersvennootschappen en collectieve beheersorganisaties:

- 1° SABAM: 16.092.503 euro;
- 2° PlayRight: 1.566.061 euro;
- 3° SACD: 1.235.906 euro;
- 4° SCAM: 5.360 euro;
- 5° De Auteurs: 207.258 euro.

HOOFDSTUK 4. — *Uitbetaling aan de begunstigden voor de minderinkomsten uit auteurs- en naburige rechten in de jaren 2020 en 2021*

Art. 4. Voor de minderinkomsten uit de exploitatiewijzen bedoeld in artikel 6 van de voornoemde wet van 4 juli 2021 die worden beheerd door de beheersvennootschappen en collectieve beheersorganisaties, wordt de compensatie aan de begunstigden die lid zijn van de beheersvennootschap of collectieve beheersorganisatie uitbetaald door hetzij toevoeging van dit bedrag aan de rechten die in 2021 gebruikelijk worden uitgekeerd, hetzij door verdeling ervan via een afzonderlijke repartitie in 2021 per analogie met de gebruikelijke repartitie.

Le montant moyen des droits à répartir pour les années 2017, 2018 et 2019 est calculé par ayant droit et par forme d'exploitation pour les années où l'ayant droit a effectivement reçu des droits. Le montant des droits à répartir pour les années 2020 et 2021 est soustrait de cette moyenne. La différence entre la moyenne des droits répartis pour les années 2017, 2018 et 2019 et le montant des droits répartis pour l'année 2020 et 2021 constitue la diminution de revenus de 2020 et 2021.

Lors du paiement aux bénéficiaires, le montant minimal, le montant maximal ainsi que la limite de septante pour cent de la diminution de revenus, visés à l'article 5 de la loi du 4 juillet 2021 précitée, sont respectés.

La société de gestion ou l'organisme de gestion collective ne peut pas affecter une partie du montant versé aux bénéficiaires à des fins sociales, culturelles ou éducatives telles que visées à l'article XI.258 du Code de droit économique.

Art. 5. Dans la mesure où les revenus tirés des formes d'exploitations, visées à l'article 6 de la loi du 4 juillet 2021 précitée, proviennent de perceptions à la pièce pour lesquelles une demande d'autorisation a déjà été faite auprès de la société de gestion ou organisme de gestion collective et pour lesquels une compensation sur la base de l'article 4 n'est pas ou est seulement partiellement possible, par dérogation à l'article 4, alinéa 2, le montant de la compensation sociale est calculé sur la base des revenus que l'ayant droit aurait reçus si les droits avaient été perçus comme d'habitude, comme cela aurait été le cas sans la pandémie de COVID-19. Le montant minimal et le montant maximal, ainsi que la limite de septante pour cent des revenus diminués, visés à l'article 5 de la loi du 4 juillet 2021 précitée, sont respectés.

Le montant de la compensation est payé soit par l'ajout de ce montant aux droits qui sont habituellement payés en 2021, soit en le répartissant via une répartition distincte en 2021 par analogie avec la répartition habituelle.

La société de gestion ou l'organisme de gestion collective ne peut pas affecter une partie du montant versé aux bénéficiaires à des fins sociales, culturelles ou éducatives telles que visées à l'article XI.258 du Code de droit économique.

Art. 6. Si les revenus des modes d'exploitation, visés à l'article 6 de la loi du 4 juillet 2021 précitée, proviennent de perceptions à la pièce pour lesquels aucune demande d'autorisation n'a été introduite auprès de la société de gestion ou des organismes de gestion collective, par dérogation à l'article 5, alinéa 1^{er}, une somme forfaitaire sera versée au bénéficiaire, pour autant que la société de gestion ou l'organisme de gestion collective ne dispose pas d'informations suffisantes pour effectuer le calcul conformément à l'article 5, alinéa 1^{er}.

La rémunération forfaitaire, telle que visée à l'alinéa 1^{er}, s'élève à 150 euros par année d'exploitation.

Les bénéficiaires, visés à l'alinéa 1^{er}, apportent la preuve que la représentation ou l'exécution de leurs œuvres ou prestations a été substantiellement influencée ou annulée en raison de la pandémie du COVID-19.

La société de gestion ou l'organisme de gestion collective ne peut pas affecter une partie du montant versé aux bénéficiaires à des fins sociales, culturelles ou éducatives telles que visées à l'article XI.258 du Code de droit économique.

Art. 7. Les bénéficiaires qui ne sont pas affiliés à une société de gestion ou à un organisme de gestion collective visé à l'article 2 peuvent, aux mêmes conditions que les membres des sociétés de gestion ou organismes de gestion collective visés à l'article 2, introduire une demande d'obtention d'une compensation auprès de la société de gestion ou de l'organisme de gestion collective visé à l'article 2 qui gère les droits concernés.

La demande par un bénéficiaire qui n'est pas affilié doit être faite pour le 15 novembre 2021 au plus tard. La société de gestion ou l'organisme de gestion collective peut fixer d'autres modalités.

Per rechthebbende en per exploitatievorm wordt het gemiddelde bedrag aan verdeelde rechten voor de jaren 2017, 2018 en 2019 berekend voor de jaren waarin de rechthebbende effectief rechten ontvangen heeft. Van dit gemiddelde wordt het bedrag van verdeelde rechten voor de jaren 2020 en 2021 afgetrokken. Het verschil tussen het gemiddelde aan verdeelde rechten voor de jaren 2017, 2018 en 2019, en het bedrag aan verdeelde rechten voor het jaar 2020 en 2021, vormen de minderinkomsten van 2020 en 2021.

Bij de uitbetaling aan de begunstigden wordt het minimumbedrag en maximumbedrag, alsook de grens van zeventig procent van de verminderde inkomsten, zoals bedoeld in artikel 5 van de voornoemde wet van 4 juli 2021, gerespecteerd.

De beheersvennootschap of collectieve beheersorganisatie kan een deel van het bedrag zoals uitbetaald aan de begunstigden niet bestemmen voor sociale, culturele of educatieve doeleinden zoals bedoeld in artikel XI.258 van het Wetboek van economisch recht.

Art. 5. In de mate dat inkomsten uit de exploitatievormen, zoals bedoeld in artikel 6 van de voornoemde wet van 4 juli 2021, voortvloeien uit stuksinningen waarvoor reeds een aanvraag tot toelating bij de beheersvennootschap of collectieve beheersorganisatie werd ingediend en waarvoor een compensatie op basis van artikel 4 niet of slechts gedeeltelijk mogelijk is, wordt, in afwijking van artikel 4, tweede lid, het bedrag van de compensatie berekend op basis van de inkomsten die de rechthebbende zou hebben ontvangen indien de rechten zouden zijn geïnd zoals in normale omstandigheden, zoals het geval zou zijn geweest zonder de COVID-19-pandemie. Hierbij worden het minimumbedrag en maximumbedrag, alsook de grens van zeventig procent van de verminderde inkomsten, zoals bedoeld in artikel 5 van de voornoemde wet van 4 juli 2021, gerespecteerd.

Het bedrag van de compensatie wordt uitbetaald door hetzij toevoeging van dit bedrag aan de rechten die in 2021 gebruikelijk worden uitgekeerd, hetzij door verdeling ervan via een afzonderlijke repartitie in 2021 per analogie met de gebruikelijke repartitie.

De beheersvennootschap of collectieve beheersorganisatie kan een deel van het bedrag zoals uitbetaald aan de begunstigden niet bestemmen voor sociale, culturele of educatieve doeleinden zoals bedoeld in artikel XI.258 van het Wetboek van economisch recht.

Art. 6. Indien de inkomsten uit de exploitatievormen, zoals bedoeld in artikel 6 van de voornoemde wet van 4 juli 2021, voortvloeien uit stuksinningen waarvoor geen aanvraag tot toelating bij de beheersvennootschap of collectieve beheersorganisatie werd ingediend, kan, in afwijking van artikel 5, eerste lid, een forfaitair bedrag worden uitbetaald aan de begunstigde, op voorwaarde dat de beheersvennootschap of collectieve beheersorganisatie niet over voldoende informatie beschikt om de berekening overeenkomstig artikel 5, eerste lid, te doen.

De forfaitaire vergoeding, zoals bedoeld in het eerste lid, bedraagt 150 euro per exploitatiejaar.

De begunstigden, bedoeld in het eerste lid, leveren het bewijs dat de opvoering of uitvoering van hun werken of prestaties substantieel beïnvloed werd of geannuleerd werd door de COVID-19-pandemie.

De beheersvennootschap of collectieve beheersorganisatie kan een deel van het bedrag zoals uitbetaald aan de begunstigden niet bestemmen voor sociale, culturele of educatieve doeleinden zoals bedoeld in artikel XI.258 van het Wetboek van economisch recht.

Art. 7. De begunstigden die niet zijn aangesloten bij een in artikel 2 genoemde beheersvennootschap of collectieve beheersorganisatie kunnen onder dezelfde voorwaarden als de leden van de beheersvennootschappen of collectieve beheersorganisaties, bij de in artikel 2 genoemde beheersvennootschap of collectieve beheersorganisatie die de betrokken rechten beheert, een aanvraag tot het bekomen van een compensatie indienen.

De aanvraag door een begunstigde die niet is aangesloten gebeurt uiterlijk op 15 november 2021. De beheersvennootschap of collectieve beheersorganisatie kan de nadere regels bepalen.

Les bénéficiaires, visés à l'alinéa 1^{er}, fournissent des pièces attestant de la perte de revenus due à la pandémie du COVID-19. Ces bénéficiaires fournissent les données nécessaires à la société de gestion ou l'organisme de gestion collective afin que la société de gestion ou l'organisme de gestion collective dispose de suffisamment d'informations pour calculer la compensation sociale et la payer conformément aux articles 4 ou 5.

La société de gestion ou l'organisme de gestion collective fixe le montant de la compensation sur la base des tarifs qu'ils appliquent, en application de, selon le cas, l'article 4, alinéa 2, article 5, alinéa 1^{er}, ou l'article 6. Le montant minimal et le montant maximal, ainsi que la limite de septante pour cent des revenus diminués, visés à l'article 5 de la loi du 4 juillet 2021 précitée, sont respectés.

Par dérogation à l'alinéa 4, un montant forfaitaire peut être payé, à condition que la société de gestion ou l'organisme de gestion collective ne dispose pas de suffisamment d'informations pour faire le calcul conformément à l'article 4 ou 5. La rémunération forfaitaire s'élève à 150 euros par année d'exploitation.

Par dérogation à l'article 4, alinéa 1^{er}, et à l'article 5, alinéa 2, le bénéficiaire, visé à l'alinéa 1^{er}, fournit les données nécessaires à la société de gestion ou à l'organisme de gestion collective pour que le montant de la compensation puisse être versé.

Le bénéficiaire, visé à l'alinéa 1^{er}, ne peut soumettre qu'une seule demande à une seule société de gestion.

Art. 8. § 1^{er}. En exécution de l'article 6 de la loi du 4 juillet 2021 et par dérogation à l'article 1^{er} du présent arrêté, la société de gestion ou l'organisme de gestion collective peut verser une partie du montant reçu sur base forfaitaire aux auteurs ou artistes-interprètes ou exécutants d'une œuvre d'art littéraire, graphique, plastique, musicale ou audiovisuelle qui ont perdu des revenus provenant de droits d'auteur ou de droits voisins en raison de la pandémie du COVID-19, dans les cas suivants :

- 1° si l'ayant droit n'a pas pu trouver d'éditeur ;
- 2° si une présentation du livre n'a pas pu avoir lieu ;
- 3° si la production d'une œuvre audiovisuelle n'a pas pu avoir lieu ;
- 4° si la sortie d'un album a été reportée ou annulée.

§ 2. Les auteurs ou artistes interprètes qui ont droit à une rémunération forfaitaire, telle que visée au paragraphe 1^{er}, doivent introduire une demande auprès de la société de gestion ou de l'organisme de gestion collective au plus tard le 15 novembre 2021. Ils soumettent des preuves motivées pour justifier la réduction des revenus en raison de la pandémie de COVID-19.

§ 3. La rémunération forfaitaire, visée au paragraphe 1^{er}, s'élève à 150 euros par année de référence.

§ 4. La partie du montant reçu, tel que visé au paragraphe 1^{er}, ne peut jamais excéder quinze pour cent du montant total versé à la société de gestion ou l'organisme de gestion collective conformément à l'article 3.

§ 5. La société de gestion ou l'organisme de gestion collective ne peut pas affecter une partie du montant versé aux bénéficiaires à des fins sociales, culturelles ou éducatives telles que visées à l'article XI.258 du Code de droit économique.

Art. 9. Conformément à l'article 8 de la loi du 4 juillet 2021 précitée, les articles 4, alinéa 1^{er}, 5, alinéa 3, et 9 de la loi du 4 juillet 2021 précitée ne sont pas d'application pour les diminutions de revenus de l'année 2021 dans les modes d'exploitation, visés à l'article 6 de la loi du 4 juillet 2021 précitée, qui résultent d'un geste commercial de la société de gestion ou l'organisme de gestion collective durant l'année 2021.

Les articles 4, 5, 6 et 8, ne s'appliquent pas dans ce cas.

Le versement de cette compensation se déroule conformément aux règles de répartition de la société de gestion ou l'organisme de gestion collective concernée.

La société de gestion ou l'organisme de gestion collective ne peut pas affecter une partie du montant versé aux bénéficiaires à des fins sociales, culturelles ou éducatives telles que visées à l'article XI.258 du Code de droit économique.

De begunstigden, bedoeld in het eerste lid, leggen bewijsstukken voor om de minderinkomsten als gevolg van de COVID-19-pandemie te staven. Deze begunstigden verstrekken de nodige gegevens aan de beheersvennootschap of collectieve beheersorganisatie opdat de beheersvennootschap of collectieve beheersorganisatie over voldoende informatie beschikt om de sociale compensatie te berekenen en uit te betalen overeenkomstig de artikelen 4 of 5.

De beheersvennootschap of collectieve beheersorganisatie bepaalt het bedrag van de compensatie op basis van de door haar gehanteerde tarieven bij toepassing van naar gelang het geval, artikel 4, tweede lid, artikel 5, eerste lid, of artikel 6. Hierbij worden het minimumbedrag en maximumbedrag, alsook de grens van zeventig procent van de verminderde inkomsten, zoals bedoeld in artikel 5 van de voornoemde wet van 4 juli 2021, gerespecteerd.

In afwijking van het vierde lid kan een forfaitair bedrag worden uitbetaald, op voorwaarde dat de beheersvennootschap of collectieve beheersorganisatie niet over voldoende informatie beschikt om de berekening overeenkomstig artikel 4 of 5 te doen. De forfaitaire vergoeding bedraagt 150 euro per exploitatiejaar.

In afwijking van artikel 4, eerste lid, en artikel 5, tweede lid, verstrekt de begunstigde, zoals bedoeld in het eerste lid, de nodige gegevens aan de beheersvennootschap of collectieve beheersorganisatie opdat het bedrag van de compensatie kan worden uitbetaald.

De begunstigde, zoals bedoeld in het eerste lid, kan slechts één aanvraag bij één beheersvennootschap indienen.

Art. 8. § 1. In uitvoering artikel 6 van de wet van 4 juli 2021 en in afwijking van artikel 1 van dit besluit, kunnen de beheersvennootschap of collectieve beheersorganisatie een deel van het ontvangen bedrag op forfaitaire basis uitkeren aan auteurs of uitvoerende kunstenaars van een literair, grafisch, beeldend, muzikaal of audiovisueel werk, die inkomsten uit auteursrechten of naburige rechten als gevolg van de COVID-19-pandemie zijn misgelopen, in de volgende gevallen:

- 1° indien een rechthebbende geen uitgever heeft kunnen vinden;
- 2° indien een boekvoorstelling niet heeft kunnen plaatsvinden;
- 3° indien de productie van een audiovisueel werk niet is kunnen doorgaan;
- 4° indien een albumrelease werd uitgesteld of geannuleerd.

§ 2. De auteurs of uitvoerende kunstenaars die aanspraak maken op een forfaitaire vergoeding, bedoeld in paragraaf 1, dienen een aanvraag in bij de beheersvennootschap of collectieve beheersorganisatie tegen uiterlijk 15 november 2021. Zij leggen daarbij gemotiveerde bewijsstukken voor om de minderinkomsten als gevolg van de COVID-19-pandemie te staven.

§ 3. De forfaitaire vergoeding, zoals bedoeld in paragraaf 1, bedraagt 150 euro per referentiejaar.

§ 4. Het deel van het ontvangen bedrag zoals bedoeld in paragraaf 1, bedraagt nooit meer dan vijftien procent van het totale bedrag zoals betaald aan de beheersvennootschap of collectieve beheersorganisatie overeenkomstig artikel 3.

§ 5. De beheersvennootschap of collectieve beheersorganisatie kan een deel van het bedrag, zoals uitbetaald aan de begunstigden, niet bestemmen voor sociale, culturele of educatieve doeleinden zoals bedoeld in artikel XI.258 van het Wetboek van economisch recht.

Art. 9. Overeenkomstig artikel 8 van de voornoemde wet van 4 juli 2021 zijn, de artikelen 4, eerste lid, 5, derde lid, en 9 van de voornoemde wet van 4 juli 2021 niet van toepassing op de minderinkomsten van het jaar 2021 binnen de exploitatiewijzen, zoals bedoeld in artikel 6 van de voornoemde wet van 4 juli 2021, die het gevolg zijn van een commerciële geste gedaan door de beheersvennootschap of collectieve beheersorganisatie in het jaar 2021.

De artikelen 4, 5, 6 en 8, zijn niet van toepassing in dit geval.

De uitkering van deze compensatie verloopt volgens de repartitieregels van de betrokken beheersvennootschap of collectieve beheersorganisatie.

De beheersvennootschap of collectieve beheersorganisatie kan een deel van het bedrag zoals uitbetaald aan de begunstigden niet bestemmen voor sociale, culturele of educatieve doeleinden zoals bedoeld in artikel XI.258 van het Wetboek van economisch recht.

CHAPITRE 5. — *Obligation de rapportage*

Art. 10. § 1^{er}. Les sociétés de gestion et les organismes de gestion collective sont soumises à une obligation de rapportage en ce qui concerne le paiement de la mesure de compensation entre les bénéficiaires. Ce rapport est transmis au Service de contrôle des sociétés de gestion de droit d'auteur et des droits voisins auprès du SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie au plus tard le 30 juin 2022.

§ 2. Ce rapport contient des informations relatives à :

- 1° la répartition par bénéficiaire de l'aide reçue et le mécanisme de répartition appliqué ;
- 2° le lien avec les états comptables internes ;
- 3° les dates correspondantes des aides reçues et payées.

CHAPITRE 6. — *Dette aux ayants droit*

Art. 11. Les sociétés de gestion et les organismes de gestion collective qui sont chargées de la répartition des montants de la mesure de compensation en application de l'article 8 de la loi du 4 juillet 2021 précitée, prennent des mesures afin que leur dette aux ayants droit à la fin de l'exercice 2023 soit réduite d'un montant au moins égal à la mesure de soutien reçue, et ce en comparaison avec le niveau de la dette à la fin de l'exercice 2019.

De plus, les sociétés de gestion et les organismes de gestion collective sont tenues d'établir un plan d'action pour le 30 novembre 2021, dans lequel elles indiquent les efforts qu'elles ont fait et feront pour réduire davantage la dette aux ayants droit, entre la fin de l'exercice 2019 et la fin de l'exercice 2023.

Ce plan d'action est transmis au Service de contrôle des sociétés de gestion.

CHAPITRE 7. — *Compte comptable distinct*

Art. 12. Les sociétés de gestion et les organismes de gestion collective enregistrent le montant reçu, hors frais de gestion retenus, en les comptabilisant de manière distincte au passif et au compte de résultat. Les frais de gestion retenus sont enregistrés sur un compte chiffre d'affaires.

Art. 13. Le montant reçu est inscrit par les sociétés de gestion sous « F2 – autres sommes perçues » de la section Ca du tableau des flux de trésorerie des comptes annuels.

Le paiement de la mesure de soutien aux bénéficiaires est inscrit sous « N- autres sommes payées » dans la section Ca du tableau des flux de trésorerie des comptes annuels.

CHAPITRE 8. — *Ligne séparée relevé de paiement*

Art. 14. Les sociétés de gestion collective et les organismes de gestion collective sont tenus de mentionner le montant de la mesure de soutien qu'ils versent aux bénéficiaires sur une ligne distincte dans le relevé de paiement aux bénéficiaires, en plus des droits d'auteur ou droits voisins éventuellement reçus.

CHAPITRE 9. — *Obligation de remboursement*

Art. 15. Si la société de gestion et/ou l'organisme de gestion collective, visé à l'article 2, n'est pas en mesure de verser aux bénéficiaires l'intégralité de la mesure d'aide reçue, telle que visée à l'article 3, ou peut l'imputer comme frais de gestion conformément à l'article 9 de la loi du 4 juillet 2021, elle rembourse le montant restant à l'État fédéral. Le cas échéant, ce montant est remboursé à l'État fédéral le 28 février 2022 au plus tard.

CHAPITRE 10. — *Disposition finale*

Art. 16. Le ministre qui a l'Economie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 octobre 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
P.-Y. DERMAGNE

HOOFDSTUK 5. — *Rapportageverplichting*

Art. 10. § 1. De beheersvennootschappen en collectieve beheersorganisaties zijn onderworpen aan een rapportageverplichting met betrekking tot de uitbetaling van de compensatiemaatregel aan de begunstigen. Dit verslag wordt uiterlijk 30 juni 2022 overgemaakt aan de Controledienst van de beheersvennootschappen voor auteurs- en naburige rechten bij de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie.

§ 2. In dit verslag wordt informatie opgenomen met betrekking tot:

- 1° de verdeling per begunstigde van de ontvangen steunmaatregelen en het toegepaste verdelingsmechanisme;
- 2° de link met de interne boekhoudrekeningen;
- 3° de corresponderende datums met betrekking tot de ontvangen en uitgekeerde steun.

HOOFDSTUK 6. — *Schuld aan rechthebbenden*

Art. 11. De beheersvennootschappen en collectieve beheersorganisaties die belast zijn met de verdeling van de bedragen van de compensatiemaatregel krachtens artikel 8 van de voornoemde wet van 4 juli 2021, nemen maatregelen zodat hun schuld aan de rechthebbenden in het boekjaar 2023 gedaald is met minstens een bedrag gelijk aan de ontvangen steunmaatregel en dit in vergelijking met het niveau van de schuld in boekjaar 2019.

Daarnaast zijn de beheersvennootschappen en collectieve beheersorganisaties ertoe gehouden om uiterlijk op 30 november 2021 een actieplan op te stellen waarin ze de inspanningen aangeven die ze hebben gedaan en zullen doen om de schuld aan de rechthebbenden verder af te bouwen en dit tussen de boekjaren 2019 tot 2023.

Dit actieplan wordt overgemaakt aan de Controledienst voor beheersvennootschappen.

HOOFDSTUK 7. — *Aparte boekhoudkundige rekening*

Art. 12. De beheersvennootschappen en collectieve beheersorganisaties boeken het ontvangen bedrag, met uitzondering van de ingehouden beheerskost, op een aparte boekhoudkundige passief- en resultaatsrekening. De ingehouden beheerskost wordt op een omzetrekening geboekt.

Art. 13. Het ontvangen bedrag wordt door de beheersvennootschappen opgenomen onder "F2 - andere geïnde sommen" van sectie Ca van het kasstroomoverzicht van de jaarrekening.

De uitbetaling van de ondersteuningsmaatregel aan de begunstigen wordt opgenomen onder "N- andere betaalde sommen" in sectie Ca van het kasstroomoverzicht van de jaarrekening.

HOOFDSTUK 8. — *Aparte lijn betalingsstaat*

Art. 14. De beheersvennootschappen en collectieve beheersorganisaties zijn ertoe gehouden om het bedrag van de ondersteuningsmaatregel die ze onder de begunstigen uitbetalen, als een aparte lijn in de betalingsstaat aan de begunstigde te vermelden, naast de eventueel ontvangen auteurs- of naburige rechten.

HOOFDSTUK 9. — *Verplichting tot terugbetaling*

Art. 15. Indien de beheersvennootschap en/of de collectieve beheersorganisatie, zoals bedoeld in artikel 2, het bedrag van de ontvangen steunmaatregel, zoals bedoeld in artikel 3, niet volledig kan uitbetalen aan de begunstigen of als kost kan aanrekenen overeenkomstig artikel 9 van de wet van 4 juli 2021, betaalt ze het resterende bedrag terug aan de Federale Staat. In voorkomend geval wordt dit bedrag ten laatste op 28 februari 2022 aan de Federale Staat terugbetaald.

HOOFDSTUK 10. — *Slotbepaling*

Art. 16. De minister bevoegd voor Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 oktober 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
P.-Y. DERMAGNE